



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

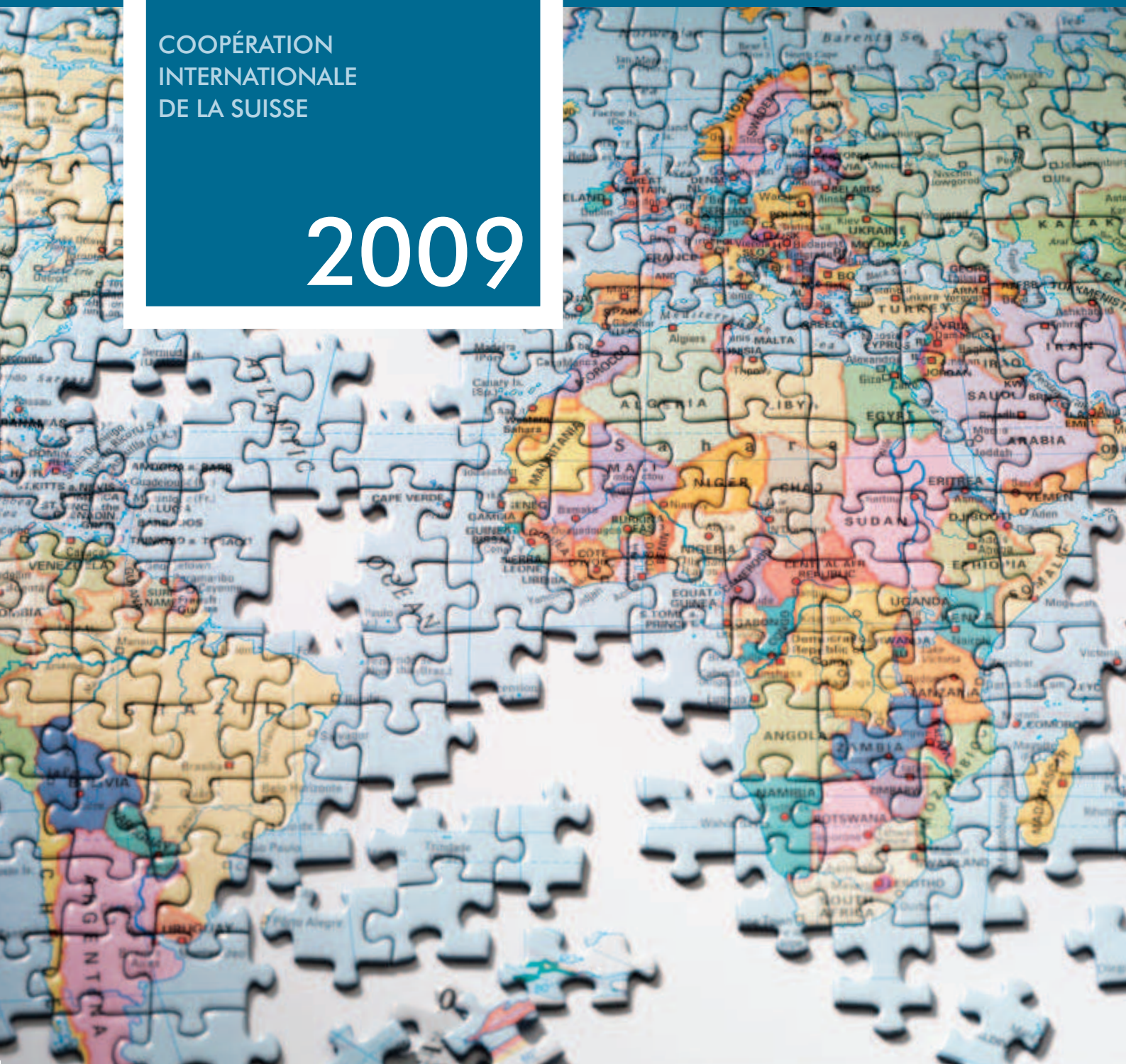
Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

RAPPORT ANNUEL

COOPÉRATION
INTERNATIONALE
DE LA SUISSE

2009



Direction du développement et de la coopération (DDC)

Rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), la DDC est l'agence suisse en charge de la coopération internationale. Voici ses principaux champs d'action:

- La **coopération régionale** se concentre sur ses pays prioritaires et certains pays et régions en conflit, où elle soutient les habitants, les organisations et la société dans leurs efforts pour vaincre la pauvreté et surmonter les problèmes de développement.
- La **coopération globale** permet à la Suisse de participer au financement des organisations de l'ONU et des banques internationales de développement, et de siéger au sein de leurs organes dirigeants. Elle contribue par ailleurs à relever des défis internationaux (changement climatique, migrations, sécurité alimentaire et pénuries d'eau).
- **L'aide humanitaire et le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA)** sauvent des vies et atténuent les souffrances en déployant aide d'urgence et mesures de prévention après des catastrophes naturelles et dans les régions en conflit. L'aide humanitaire participe aussi à la reconstruction et défend les intérêts des victimes de crises et de conflits.
- **La coopération avec l'Europe de l'Est** soutient les processus de réforme dans les Balkans occidentaux et dans divers pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Elle est aussi en charge de la contribution à l'élargissement destinée aux nouveaux Etats membres de l'UE.

La DDC emploie environ 1500 personnes en Suisse et à l'étranger, y compris les collaboratrices et collaborateurs locaux et ses dépenses se sont montées à 1,45 milliard de francs en 2009. Elle est dirigée par l'ambassadeur Martin Dahinden.

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Le SECO fait partie du Département fédéral de l'économie (DFE). Le domaine Coopération et développement économiques du SECO met en œuvre les mesures de politique économique et commerciale en faveur des pays en développement et en transition. Le SECO poursuit deux objectifs majeurs: aider ses pays partenaires à s'intégrer dans l'économie mondiale et à suivre une croissance durable, afin d'atténuer la pauvreté. Il est responsable des relations de la Suisse avec le groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement. Il vise en priorité à promouvoir des conditions économiques stables, à renforcer la compétitivité, à diversifier les échanges, à mobiliser des investissements suisses et étrangers et à améliorer l'infrastructure de base. Les questions touchant à l'énergie, à l'environnement et au climat, ainsi qu'à la gouvernance économique revêtent une importance particulière.

Le SECO est placé sous la responsabilité du secrétaire d'Etat Jean-Daniel Gerber. Le domaine Coopération et développement économiques compte 70 postes et a consacré 273 millions à ses activités en 2009. Il est dirigé par l'ambassadrice Beatrice Maser Mallor.

3 Editorial

4 Le contexte politique du développement

6 Coopération bilatérale et aide humanitaire: résultats en 2009

8 - Afrique

14 - Asie (y compris le Proche-Orient)

18 - Amérique latine

22 - Europe de l'Est et pays de la CEI

26 Coopération multilatérale

29 Thèmes globaux

- Changement climatique

- Sécurité alimentaire

- Migration

- Eau

- Gouvernance économique

33 Partenariats institutionnels Organisation

34 Annexe avec dépliant statistique





Martin Dahinden



Jean-Daniel Gerber

Le saviez-vous?

- Ces dernières années, l'aide suisse a permis à quelque 370 000 personnes de bénéficier d'un accès à l'eau potable.
- En Tanzanie, l'un des pays prioritaires de la coopération suisse, la mortalité infantile a reculé de 40% en 10 ans.
- Grâce à l'aide suisse, plusieurs entreprises du Laos ont réduit jusqu'à 80% leurs émissions de gaz à effet de serre.

Les exemples qui illustrent l'action concrète de la coopération suisse au développement, de la coopération avec l'Europe de l'Est et de l'aide humanitaire sont légion. Le rapport annuel 2009 présente un échantillon des résultats obtenus et montre, dans les différentes zones géographiques, comment la Suisse a contribué à la résolution de problèmes locaux, régionaux et globaux.

La coopération suisse au développement bénéficie d'un large soutien populaire: malgré la mauvaise conjoncture économique, la solidarité des Suisses avec les populations du Sud et de l'Est n'a pas fléchi. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé en 2009: 53% des personnes interrogées veulent que la coopération soit maintenue à son niveau actuel et 30% souhaiteraient même l'accroître, soit 8% de plus qu'en 2004.

La coopération au développement est également un investissement dans l'avenir. Seule une collaboration renforcée entre les pays industrialisés et les pays en développement permettra de résoudre les crises mondiales. Les déséquilibres et les problèmes planétaires peuvent en effet très vite devenir une menace pour tous. Aussi, tous les pays, même la Suisse, doivent prendre des responsabilités. Doté d'une économie forte et d'une technologie de pointe, notre pays est en mesure de contribuer à l'amélioration concrète des perspectives de vie des populations du Sud et de l'Est et de réduire ainsi les risques globaux.

Nos efforts sont reconnus au-delà de nos frontières. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), qui a évalué en 2009 l'engagement de la Suisse, loue entre autres sa participation constructive aux efforts multilatéraux et l'orientation de ses programmes bilatéraux qui impliquent directement la population. Il juge toutefois insuffisant le volume de l'aide et relève le manque de cohérence politique. En 2009, le budget consacré à l'aide publique au développement a atteint 0.47% du revenu national brut. La Suisse se situe ainsi dans la moyenne des pays de l'OCDE, mais contrairement à certains pays possédant un niveau de richesse comparable, comme les pays scandinaves ou les Pays-Bas, elle n'atteint pas encore l'objectif de 0.7% recommandé par l'ONU.

Les résultats présentés dans le rapport annuel 2009 montrent que la Suisse dispose, avec la DDC et le SECO, d'institutions solides capables de gérer le budget de l'aide au développement de manière professionnelle et d'opter pour des investissements garantissant des bénéfices concrets: pour le bien-être de nos pays partenaires et pour le bien-être de la Suisse.

Martin Dahinden

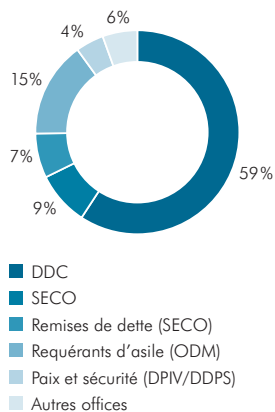
Ambassadeur
Directeur de la DDC

Jean-Daniel Gerber

Secrétaire d'Etat
Directeur du SECO

LE MONDE A RÉTRÉCI et l'interdépendance entre le Nord et le Sud s'est accentuée. Changement climatique, croissance démographique, pauvreté, migrations et conflits pour les ressources, tout est lié. S'ils veulent relever ces défis, pays industrialisés, émergents et en développement doivent collaborer plus étroitement.

Aide publique au développement (APD) de la Suisse 2009



L'année 2009 a été marquée par trois événements d'envergure mondiale, qui ont non seulement assombri les perspectives et les chances des pays émergents et en développement, mais aussi aggravé les crises humanitaires:

■ Crise financière et économique

Si les premiers signes de reprise sont certes perceptibles, nombre de pays en développement et de pays en transition d'Europe de l'Est ont subi la crise de plein fouet en 2009: chute des prix des matières premières, baisse des sommes transférées par les migrants, recul des investissements privés et hausse de l'endettement. Les pays pauvres ont coupé dans leurs budgets sociaux, à tel point que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 est souvent remise en question.

■ Sécurité alimentaire

Avec la crise économique et le prix élevé des denrées de base, le nombre des personnes souffrant de la faim a augmenté de 200 millions environ ces deux dernières années, passant le cap du milliard. Crises et conflits ont provoqué des détresses humanitaires, tandis que la stagnation de la production agricole et l'accélération de la croissance démographique aggravaient encore les choses. Pour améliorer durablement la situation alimentaire, il faudrait assurer la sécurité quotidienne des populations dans les régions productrices, instaurer un commerce équitable, investir dans la production et la recherche agricoles et développer les marchés locaux.

■ Changement climatique

Le changement climatique dérègle l'écosystème de toute la planète, mais touche avant tout les contrées qui souffrent le plus de la pauvreté et de la faim: Afrique subsaharienne, Asie du Sud et du Sud-Est, de même que plusieurs régions des Caraïbes et des Andes. La coopération au développement et l'aide humanitaire s'attachent dès lors à trouver des moyens qui leur permettront de s'adapter rapidement. Car même les pays en développement doivent réduire leurs émissions de CO₂, sans renoncer pour autant à la croissance. Voilà pourquoi la coopération réserve une place de choix à la formation, aux technologies et à l'innovation.

Les crises mondiales ont ralenti, voire anéanti, les progrès de ces dernières années sur la voie du développement, obligeant l'aide humanitaire à œuvrer pendant des années dans les mêmes régions, faute de véritable amélioration. Le bilan

Même les pays en développement doivent réduire leurs émissions de CO₂, sans renoncer pour autant à la croissance. Voilà pourquoi la coopération réserve une place de choix à la formation, aux technologies et à l'innovation.

intermédiaire des objectifs du Millénaire pour le développement, adoptés en 2000, ne peut dès lors qu'être mitigé. Si la pauvreté a reculé en Asie, les progrès réels de nombreux pays africains n'ont pas suffi à en faire autant sur ce continent. Aujourd'hui, 30% des personnes les plus démunies dans le monde vivent au sud du Sahara, alors que leur proportion ne dépassait pas 19% en 1990. A ce rythme, il ne sera guère possible de réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015.



«The Human Face of Climate Change» (le visage humain du changement climatique) est un projet photographique réalisé par Mathias Braschler et Monika Fischer. Les auteurs, qui ont rencontré plus de 80 personnes originaires de 16 pays, nous montrent comment le changement climatique pèse sur le quotidien de chacun d'entre nous.

«Changement climatique et développement» a été le thème phare de la coopération suisse au développement en 2009. Lors de la Conférence annuelle de Zurich, à laquelle ont assisté quelque 2 500 personnes, des intervenants d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et de la Suisse ont souligné la coresponsabilité des pays du Nord dans le financement de mesures de protection du climat dans les pays du Sud.

Yang Gengbao (69 ans) et son épouse Huang Lianfeng (68 ans)
Victimes des crues/propriétaires de magasin
Hongse, Guangxi, Chine

Yang Gengbao et Huang Lianfeng ont littéralement vu les crues de juillet 2009 engloutir leur maison et leur magasin. Située dans le sud de la Chine, la province de Guangxi est régulièrement dévastée par des inondations dont l'intensité ne cesse d'augmenter. Selon les autorités locales, les crues de l'année dernière ont été les troisièmes en importance dans toute l'histoire du pays.

La DDC et le SECO ont axé leurs programmes sur les huit objectifs du Millénaire pour le développement et encouragé la mise en place d'un cadre propice pour une lutte durable contre la pauvreté (bonne gouvernance, bonne gestion d'entreprise, renforcement des institutions, égalité des sexes). Cette stratégie a fait ses preuves, même sur fond de crise financière et économique. Outre le soulagement de la misère, l'atténuation de la pauvreté reste le principal objectif de la politique de développement.

Fin 2008, le Parlement a demandé au Conseil fédéral de lui soumettre un message sur les moyens qui permettraient à la Suisse de faire passer d'ici à 2015 son aide publique au développement à 0.5% du revenu national brut. En 2009, le Conseil fédéral a adressé aux Chambres un rapport qui présente d'une part les défis du développement, d'autre part les ressources et les difficultés budgétaires de la Confédération. Le débat politique se poursuivra en 2010.

En 2009, la Suisse a consacré 0.47% (contre 0.44% en 2008) de son revenu national brut à l'aide publique au développement. La hausse s'explique surtout par les dépenses consenties pour les requérants d'asile de pays en développement pendant leur première année de séjour, ainsi que par les mesures de désendettement. Lors de leurs réunions en 2009, le G8 et le G20 ont confirmé l'objectif international de 0.7% fixé par l'ONU.

SOLIDAIRES MALGRÉ LA CRISE Malgré la mauvaise conjoncture, la solidarité avec les démunis de ce monde n'a pas fléchi. C'est ce qui ressort d'un sondage représentatif réalisé en 2009 auprès de la population suisse par l'institut de sondage gfs.bern à la demande de la DDC et d'Alliance Sud. Sur toutes les personnes interrogées, 53% se prononcent en faveur du maintien de la coopération à son niveau actuel et 30% souhaiteraient même l'accroître. Ces résultats correspondent à une hausse de 8% par rapport à 2004. La majorité des sondés surestiment nettement le montant des dépenses.

Le sondage révèle cependant que les gens s'intéressent moins au développement et qu'ils y sont moins sensibles: les Suissesses et les Suisses sont moins bien informés sur les relations Nord-Sud que lors de l'enquête précédente, il y a cinq ans. Ils associent en outre de plus en plus politique de développement et politique nationale. Enfin, les avantages économiques qu'en tire la Suisse, de même que le lien entre politique de développement et politique d'asile ne sont plus des tabous.

TRÈS BIEN, MAIS TROP PEU En matière de coopération au développement, la Suisse est un partenaire fiable et novateur. Voilà la conclusion du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui a soumis en 2009 la coopération suisse à l'un de ses examens réguliers par les pairs. Qualifiant de bon le travail fourni par la Suisse, le CAD loue son aide humanitaire, domaine indépendant et innovant, et sa participation constructive aux efforts multilatéraux. Parmi les points forts, il relève l'orientation des programmes bilatéraux sur les bénéficiaires et leur continuité. Il estime toutefois insuffisant le volume de l'aide suisse: avec 0.44% du revenu national brut en 2008 et 0.47% en 2009, il est loin de l'objectif 0.7% recommandé par l'ONU et de celui de pays similaires.

La Suisse est invitée à renforcer encore la cohérence de ses activités: harmoniser plus systématiquement des secteurs politiques, tels que la migration, le commerce et l'agriculture avec les objectifs du Millénaire de développement. En poursuivant la concentration géographique et thématique de ses activités, elle pourrait optimiser encore leur efficacité. La DDC et le SECO devraient en outre informer davantage l'opinion publique sur les résultats de la coopération internationale.

Version intégrale du rapport: www.oecd.org/cad/examenspairs/suisse.

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ENREGISTRE DES SUCCÈS:

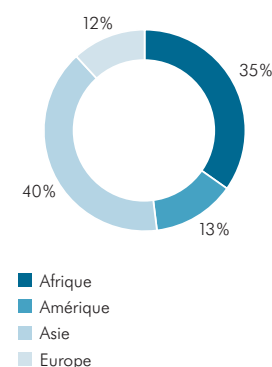
CES VINGT-CINQ DERNIÈRES ANNÉES, les revenus réels ont presque doublé dans les pays en développement.

DEUX TIERS DE TOUS LES ÉTATS sont des démocraties directes; la mortalité infantile a diminué de moitié, le nombre des personnes sans éducation de base a nettement reculé et l'espérance de vie s'est allongée dans tous les pays en développement. Ces résultats réjouissants, on les doit pour beaucoup à la coopération internationale. Par ses efforts constants, elle a favorisé le transfert de savoir-faire, de technologies et de ressources financières, renforcé la société civile et les institutions des pays partenaires, accéléré la croissance économique et les progrès sociaux.

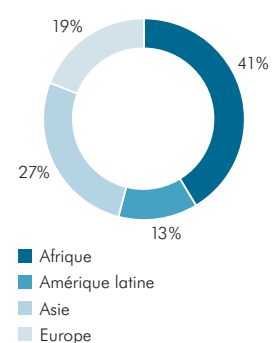
LA SUISSE AXE SA COOPÉRATION BILATÉRALE et son aide humanitaire avec les pays du Sud et de l'Est sur les priorités de ses partenaires en matière de développement et sur leurs besoins humanitaires. Elle appuie les habitants, divers organismes et la société dans leurs efforts pour améliorer eux-mêmes les conditions de vie. Son principal mot d'ordre reste en effet de mettre ces pays en mesure d'assurer leur développement par leurs propres forces. Les programmes suisses renforcent ainsi souvent les capacités humaines et institutionnelles au niveau local. La DDC et le SECO collaborent toutefois aussi avec les gouvernements centraux ou des institutions décentralisées, afin de soutenir des processus de réforme dans l'économie, la santé, la formation, l'agriculture, la gestion de l'eau et d'autres secteurs clés.

QUANT AUX RÉSULTATS CONCRETS que la coopération internationale de la Suisse a obtenus en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est au cours de 2009, ce rapport en présente une sélection.

DDC bilatérales par continents 2009¹



SECO bilatérales par continent 2009¹



¹ Sans contribution à l'élargissement de l'UE



Mama Saranyro (59)
Membre de la tribu nomade des Bozo
Pêcheur
Salamandaga, Lac Korientzé, Mali

Les pêcheurs nomades de la tribu Bozo sont confrontés à une situation de plus en plus difficile. Jamais encore l'eau n'avait autant baissé ni le nombre de poissons diminué à ce point dans le delta intérieur du Niger. Le campement actuel se situe dans une zone encore couverte 12 mois sur 12 par les eaux du lac Korientzé il y a quelques années à peine.

LES AFRICAINES ET LES AFRICAINS sont aujourd'hui plus nombreux à avoir accès à une éducation de base et à des soins de santé. Mais la crise économique, l'austérité budgétaire et la forte croissance démographique menacent la durabilité des progrès réalisés. Les conditions de vie demeurent cependant précaires, surtout dans les campagnes, et il ne sera guère possible de réduire de moitié la pauvreté sur tout le continent d'ici à 2015.

AFRIQUE

Dans ses sept pays prioritaires, la DDC concentre sa coopération au développement sur l'éducation de base, la santé et le développement rural. Ce faisant, elle fonde ses activités sur le principe de subsidiarité: elle cherche à promouvoir des solutions locales et régionales, afin de renforcer les capacités et l'autonomie des villages et des communautés. Ses efforts constants dans des secteurs clés du développement social lui permettent d'initier des changements positifs tant au niveau micro que macro. La brochure «Suisse-Mozambique – 30 ans de coopération bilatérale de 1979 à 2009», parue en 2009, illustre le travail accompli et témoigne d'un épisode mouvementé de l'engagement suisse en Afrique.

Le SECO concentre quant à lui sa coopération économique sur les trois pays avancés que sont l'Égypte, le Ghana et l'Afrique du Sud. En 2009, il a également poursuivi des programmes majeurs dans d'anciens pays prioritaires, tels que le Burkina Faso, le Mozambique et la Tanzanie.

Nous présentons ci-après quelques-unes des activités et des réalisations de la coopération suisse dans ses principaux domaines d'intervention en Afrique.

Éducation de base

La DDC s'est donné pour objectif d'améliorer l'offre et les chances de formation pour les groupes défavorisés de la population (jeunes filles, communautés rurales, nomades, etc.). La réalisation de cet objectif passe par une décentralisation accrue des systèmes éducatifs et la mise en place d'administrations participatives, que la coopération contribue à promouvoir. Au Burkina Faso, au Mali, au Tchad et en Afrique du Sud, l'approche suisse de la formation dans les campagnes a acquis valeur d'exemple: l'enseignement est dispensé en langue usuelle,

la matière enseignée correspond aux besoins locaux et le contenu des cours résulte d'un échange constant avec la population.

Au Mali, vingt écoles itinérantes ont vu le jour en 2009 et 700 enfants nomades (Peuls, Bozos et Tamasheqs) ont été scolarisés. Dans la région de

L'approche suisse de la formation dans les campagnes a acquis valeur d'exemple: l'enseignement est dispensé en langue usuelle, la matière enseignée correspond aux besoins locaux et les cours proposés résultent d'un échange constant avec la population.

Borgou, au Bénin, le programme d'alphabétisation soutenu par la Suisse a amélioré les perspectives d'emploi et de revenu de quelque 14 000 adultes. La DDC a aussi engagé le dialogue politique et dirige depuis 2009 le groupe des seize principales agences donatrices qui soutiennent la formation. Un nouveau programme se consacre à la déperdition scolaire et à l'absence de scolarisation dans les campagnes.

Au Niger, la Suisse participe à l'alphabétisation de quelque 10 000 jeunes et adultes, dont 60 % de femmes. Dans les régions couvertes par les programmes de la DDC, le taux de la déperdition scolaire a diminué de plus de moitié.

Dans les zones rurales du Burkina Faso, la Suisse soutient des cours de formation destinés aux jeunes et aux adultes: l'éducation scolaire de base est associée à une formation pratique, ce qui améliore les perspectives de revenu et renforce la tradition artisanale. La Suisse est parvenue à exercer une influence positive sur la politique de formation du Burkina Faso



L'AIDE BUDGÉTAIRE REDONNE DU SOUFFLE AUX PARTENAIRES

A l'instar d'autres donateurs, la Suisse a accordé en 2009 une aide budgétaire à sept pays: Burkina Faso, Bénin, Ghana, Tanzanie, Mozambique, Nicaragua et Viêt Nam. Ces contributions au budget de l'Etat ou de certains secteurs (santé ou éducation, p.ex.) renforcent les organismes officiels, réduisent le coût des transactions et évitent l'apparition de systèmes parallèles. Au terme d'une évaluation récente, le Comité d'aide au développement de l'OECD a conclu que les aides budgétaires ont eu des effets positifs dans la plupart des pays: net renforcement des institutions et meilleur ciblage dans l'utilisation des ressources nationales.

L'aide budgétaire est efficace si les conditions sont propices et les mesures d'accompagnement appropriées. Moyennant certaines exigences (utilisation des ressources, présentation des comptes, formation des cadres et amélioration du système fiscal), elle donne un élan remarquable au développement. Elle constitue en général un complément idéal au financement de projets.

INFRASTRUCTURES ET EMPLOI Des infrastructures de base solides sont l'un des piliers du développement. Ce principe vaut aussi sur le continent africain. En Afrique subsaharienne, il est cependant difficile de mobiliser les ressources nécessaires. Avec d'autres donateurs, le SECO s'attache à combler cette lacune. Le fonds EAIF (Emerging Africa Infrastructure Fund) propose ainsi des prêts à long terme pour stimuler l'investissement privé destiné à l'infrastructure.

Créé en 2002, il dispose aujourd'hui de plus de 500 millions de dollars (participation du SECO: 10 millions). Ce partenariat public-privé permet de réaliser des projets qui contribuent au développement d'un pays tout en s'autofinçant: quinze projets menés dans treize pays ont mobilisé plus de 5 milliards de dollars sous forme d'investissements privés, améliorant les infrastructures de plusieurs millions d'habitants et créant des emplois.

et à motiver l'Etat à accroître le budget qu'il consacre à la formation informelle.

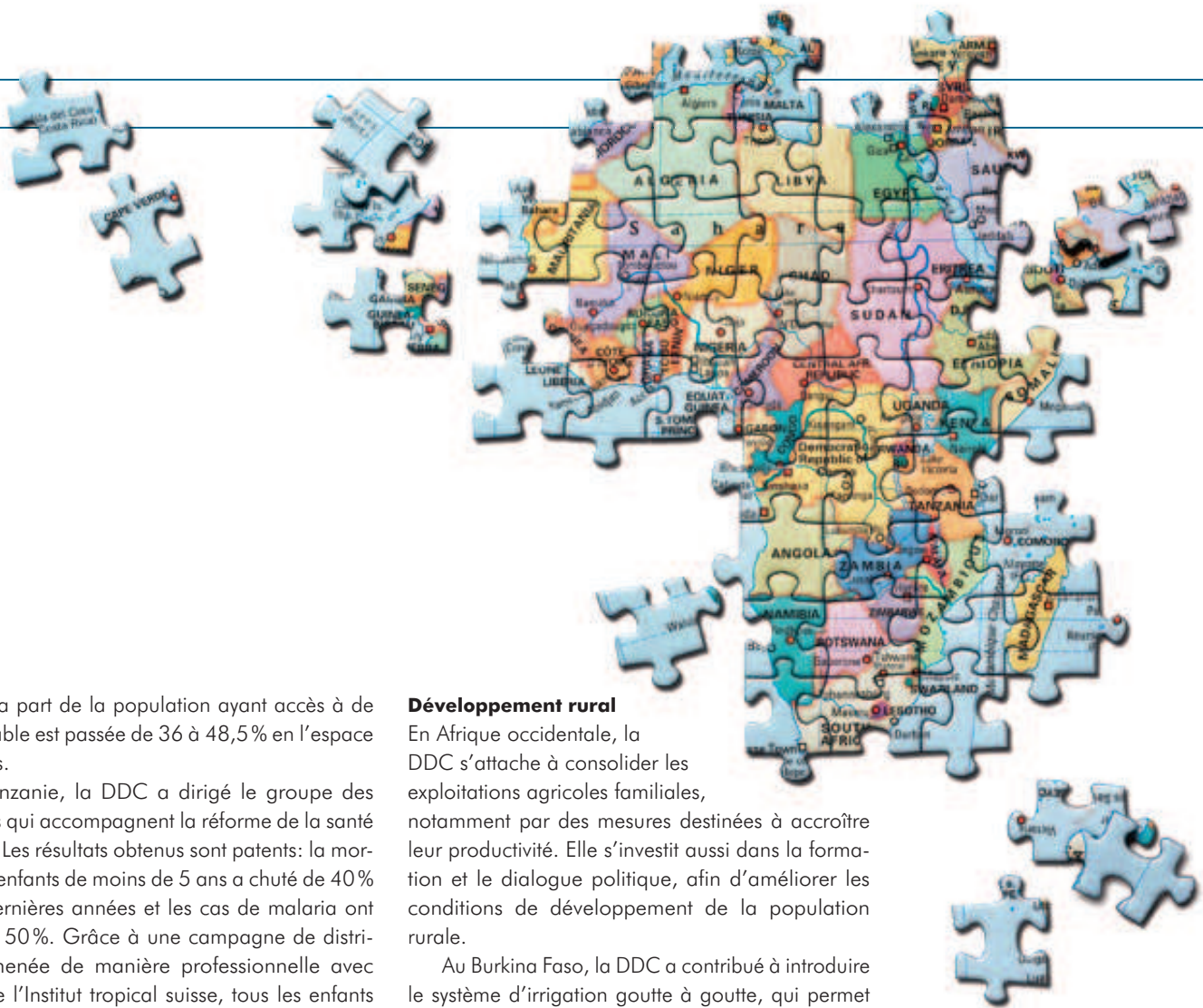
Au niveau régional, la DDC a apporté son appui à l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), qui réunit tous les ministres africains de l'Education. L'ADEA a conclu un partenariat avec l'Union africaine, afin de mettre en œuvre la Deuxième décennie de l'éducation. Elle a ainsi identifié sept champs d'actions prioritaires, dont l'intégration des langues africaines dans le système éducatif, domaine où la DDC possède une longue expérience et des avantages comparatifs.

Aujourd'hui, les jeunes Africaines et Africains sont plus nombreux à avoir accès à l'éducation de base et à la formation supérieure. Pour éviter de miner ces avancées majeures, il importe de continuer à financer le secteur de la formation. Voilà pourquoi la DDC a confirmé son engagement au sein de diverses initiatives régionales et multilatérales en faveur de l'éducation en Afrique, et lancé en outre de nouveaux programmes bilatéraux.

Santé

Dans ce domaine, la DDC s'attache en priorité à renforcer les systèmes décentralisés de santé, la lutte contre les maladies transmissibles et la promotion du droit à la santé génésique.

Dans le nord du Mozambique, les services villageois de santé font appel depuis 2009 à des vélos-ambulances pour transporter malades ou femmes enceintes au dispensaire le plus proche. Ils informent aussi la population et visent à prévenir la malaria, la diarrhée et le VIH/sida. De tels services, renforcés et autonomes à l'échelle du district, montrent l'exemple à d'autres régions du pays. Ces activités de la Suisse complètent un projet de forage de puits qu'Helvetas mène depuis de longues années sur mandat de la DDC dans la province septentrionale de Cabo Delgado. Grâce à lui, vingt-cinq nouveaux points d'eau potable ont été réalisés en



2009 et la part de la population ayant accès à de l'eau potable est passée de 36 à 48,5% en l'espace de dix ans.

En Tanzanie, la DDC a dirigé le groupe des donateurs qui accompagnent la réforme de la santé publique. Les résultats obtenus sont patents: la mortalité des enfants de moins de 5 ans a chuté de 40% ces dix dernières années et les cas de malaria ont reculé de 50%. Grâce à une campagne de distribution, menée de manière professionnelle avec l'appui de l'Institut tropical suisse, tous les enfants dorment à l'abri d'une moustiquaire. On a aussi enregistré une baisse de 25% dans la prévalence des maladies fiévreuses.

Au Rwanda, en République démocratique du Congo et au Burundi, la DDC soutient la mise en œuvre de la politique nationale de la santé. Sa longue collaboration avec le Rwanda a conduit à

En Tanzanie, la Suisse encourage la réforme de la santé, et les projets qu'elle mène portent leurs fruits: la mortalité des enfants de moins de 5 ans a baissé de 40% ces dix dernières années et les cas de malaria ont reculé de 50%.

l'ouverture de 41 centres de santé dans deux districts, qui desservent plus de 600 000 personnes. Depuis 2006, le nombre des patients et les contacts de la population avec ces centres ont doublé, les naissances assistées sont passées de 25 à 68%, plus de 2000 agents de santé communaux, pour moitié des femmes, ont été formés et, au niveau national, les coopératives sanitaires bénéficiant d'aides publiques regroupaient déjà 86% de la population en 2009, soit deux fois plus qu'en 2006.

Développement rural

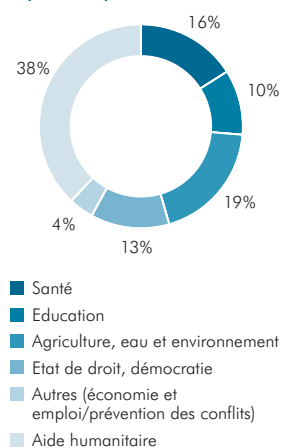
En Afrique occidentale, la DDC s'attache à consolider les exploitations agricoles familiales, notamment par des mesures destinées à accroître leur productivité. Elle s'investit aussi dans la formation et le dialogue politique, afin d'améliorer les conditions de développement de la population rurale.

Au Burkina Faso, la DDC a contribué à introduire le système d'irrigation goutte à goutte, qui permet d'engranger plusieurs récoltes en une année et augmente les revenus. Plus de 150 personnes, dont la moitié environ de femmes, ont appris à l'utiliser et suivi un cours de perfectionnement pour le commercialiser. Le programme ADELE, qui soutient des initiatives paysannes dans l'est du pays, a profité directement ou indirectement à plus de 30 000 personnes, dont 70% de femmes: agricultrices et agriculteurs ont pu choisir parmi plus de 300 cours sur les méthodes de culture, l'élevage, le conditionnement et la commercialisation de produits agricoles.

Dans la région de Sikasso, au Mali, la Suisse a apporté son appui à un projet d'organisation du territoire visant à prévenir les conflits de propriété foncière. Sur la base d'accords locaux, 500 000 bovins ont été déplacés et 6000 familles ont développé leur production et la vente de légumes et de mangues, augmentant ainsi leur revenu de 15% environ. La recherche agricole appliquée a par ailleurs fourni des résultats fort réjouissants: l'introduction de meilleures races de mouton et de variétés de riz plus résistantes (la production est passée de 1200 kg/ha à 3500 kg/ha) a accru sensiblement les revenus de divers groupes de la population rurale, en particulier des femmes.



Afrique: DDC
répartition par thèmes 2009



Aide humanitaire

En 2009, la DDC a mené des activités humanitaires dans dix pays d'Afrique. Ses opérations les plus vastes se sont déroulées au Soudan et au Tchad, dans le cadre du conflit du Darfour, où cinq millions de personnes dépendent de l'aide d'urgence. Outre ses contributions financières, la Suisse a fourni un expert au Programme alimentaire mondial et un à l'OCHA (une institution de l'ONU), ainsi que deux spécialistes de l'eau à l'Unicef. Depuis 2005, la DDC participe à la reconstruction dans le sud du Soudan, aidant ainsi d'anciens déplacés à reprendre pied dans la vie quotidienne.

En Afrique australe, l'épidémie du VIH/sida reste l'un des principaux obstacles au développement: un tiers environ des habitants sont infectés. La Suisse prêche surtout assistance aux orphelins du sida et aux jeunes femmes. Au Zimbabwe, 6000 malades ont reçu un traitement en 2009 et des services de soins ont vu le jour grâce à l'aide humanitaire de la Confédération. Face à la crise alimentaire, celle-ci a fourni des spécialistes et des moyens financiers au Programme alimentaire mondial, afin de stimuler la production locale. Quelque 35 000 paysans ont ainsi à nouveau pu acheter des semences et des engrais et approvisionner les marchés locaux.

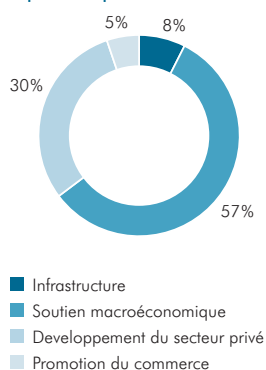
Au Libéria, l'aide humanitaire de la DDC a rénové un hôpital régional détruit pendant la guerre civile, qui propose aujourd'hui une prise en charge chirurgicale et de base à quelque 280 000 habitants. Depuis la fin des travaux en mai 2008, près de 20 000 patients ont reçu un traitement et plus de 1 300 ont été opérés. Le taux de mortalité dans la région desservie se situe 4,5% au-dessous de la moyenne nationale.

Coopération économique au développement

Pour atténuer l'impact de la crise financière sur les pays partenaires, le SECO a participé en 2009 à plusieurs initiatives bilatérales et internationales. Au début de l'année, le Conseil fédéral a ainsi approuvé une nouvelle aide budgétaire au Ghana, afin d'aider ce pays à surmonter la crise.

Dans le cadre de l'initiative FIRST (Financial Sector Reform and Strengthening Initiative), un nouveau programme appuie par ailleurs les pays partenaires dans leurs efforts pour prévenir et gérer les crises. Membre du Cadre intégré renforcé (CIR), le SECO a contribué à améliorer les capacités commerciales des pays en développement les plus pauvres. Cette initiative vise à faire du commerce un instrument de

Afrique: SECO
répartition par thèmes 2009



Au Libéria, l'aide humanitaire de la Suisse a rénové un hôpital régional détruit pendant la guerre civile, qui propose aujourd'hui une prise en charge chirurgicale et de base à quelque 280 000 habitants.

la lutte contre la pauvreté et à mieux coordonner le soutien des pays industrialisés. La Suisse finance à ce titre un programme en faveur du Mozambique. Elle a par ailleurs adhéré à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), qui entend mettre fin à l'opacité qui entoure les recettes issues des concessions obtenues dans les pays en développement et promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur des matières premières (minerais, pétrole et pierres précieuses, notamment). Jusqu'ici, plus de vingt pays en développement au sous-sol riche participent à l'ITIE, dont les deux producteurs de pétrole que sont le Nigeria et le Ghana.

Pour ce qui est des techniques environnementales, le SECO a lancé un vaste projet d'assainissement dans trois régions d'Egypte, qui aide à mettre en place et à gérer un système d'assainissement efficace dans les territoires isolés.



Fatama Djapraul Mousa (25) et ses enfants
Ruca (7 mois), Koundoum (7 ans) et Omer (3 ans)
Karala, Tchad

La diminution des précipitations et les difficultés d'approvisionnement en eau qui s'ensuivent posent un grave problème au Tchad. Les habitants boivent le peu d'eau – même de très mauvaise qualité – qui leur reste. C'est ce qu'ont fait trois des enfants de Fatama Djapraul Mousa, qui en sont morts.



Rinchen Wangail (38), son épouse Phuntsok Amgmo (37) et leur fils Tsewang Tobjor (1)
Paysans
Victimes de crues soudaines
Rongjuk, Ladakh, Inde

Les crues soudaines sont un phénomène d'un genre nouveau au Ladakh. Le niveau total des précipitations annuelles est resté inchangé, mais des pluies d'une intensité inhabituelle s'abattent sur la région ces dernières années. C'est une crue qui a ainsi englouti la maison occupée par la famille de Rinchen Wangail depuis des générations.

L'ASIE A DEUX VISAGES: d'une part, elle est dynamique, suit une croissance rapide, connaît une urbanisation galopante et profite de son intégration dans l'économie mondiale; d'autre part, elle est repliée sur elle-même, pauvre, isolée et minée par les conflits. Entre les deux, le fossé ne cesse de se creuser.

ASIE

Près de la moitié des pauvres vivent en Asie du Sud, Inde comprise. Pour ce qui est de la situation alimentaire des jeunes enfants, de l'accès aux installations sanitaires et du revenu par habitant, la région se classait en 2008 derrière l'Afrique. L'Asie du Sud-Est est parvenue à réduire la pauvreté extrême de 10% entre 1990 et 2005, le taux actuel demeurant cependant à 39%, tandis que l'Asie de l'Est, Chine comprise, a fait passer ce taux de 39 à 19%. Selon les statistiques officielles, elle a donc déjà atteint l'objectif du Millénaire en question.

En 2009, la DDC s'est attachée à promouvoir le développement rural et la bonne gouvernance en Asie, et a fourni sur place une aide humanitaire, dont l'ampleur a égalé celle apportée à l'Afrique. Le SECO a intensifié sa coopération avec le Viêt Nam et l'Indonésie, pays en développement avancés, où il mène des projets pour promouvoir le commerce et le secteur privé.

Développement rural

Depuis les années 1980, la DDC encourage les petits paysans du Népal à produire des semences. Le pays compte quelque 160 coopératives dans ce secteur et la production est passée de 9 à 900 tonnes entre 1975 et 2009. Les surfaces cultivées et la productivité ont doublé, améliorant le revenu des familles participant au projet de quelque 110 francs par an.

En Corée du Nord, la DDC a œuvré de concert avec l'Union européenne, afin de développer en l'espace de quelques années la lutte biologique contre les ravageurs en collaboration avec des instituts étatiques et universitaires. Sans même intensifier la production, le programme a augmenté les rendements de 20%. En 2009, il a été étendu à

d'autres terrains cultivés, de sorte que la nouvelle méthode optimise aujourd'hui le rendement de 200 000 hectares de maïs.

En Mongolie, la Suisse a lancé un projet pilote pour encourager les bergers à se regrouper en coopératives. Jusqu'ici, 10 000 familles ont tenté l'expérience, les groupes formés permettant de réaliser des projets d'envergure pour préserver les pâturages. Une contribution de la DDC a alimenté

Grâce à l'aide suisse, un quart de tous les paysans mongols ont planté de meilleures variétés de légumes et accru ainsi leur revenu de 30%.

quarante fonds destinés à la transformation de produits agricoles: par ce biais, 2240 familles de bergers se procurent un revenu supplémentaire. Couronné de succès, le projet sera à présent étendu à d'autres régions. La DDC appuie aussi la création d'un système national de semences de pommes de terre. Des essais ont tout d'abord testé la productivité de variétés améliorées dans le rude climat de la Mongolie. Les meilleures variétés ont été multipliées sur place et vendues aux agriculteurs. En 2009, environ 12 000 agriculteurs, soit un quart de tous les paysans du pays, ont planté ces variétés améliorées et augmenté leur revenu de 30%.

Au Laos, le gouvernement coordonne activement les projets des donateurs. Depuis 2009, la DDC et des partenaires internationaux appuient dans trois provinces un programme de développement rural



DE L'AIR PUR POUR LE LAOS L'approche fondée sur la Cleaner Production (CP) réduit l'impact nocif de l'industrie sur l'environnement et améliore la sécurité de la main-d'œuvre. De plus, elle augmente la productivité industrielle et la compétitivité. Le SECO soutient un vaste projet de CP que l'ONU met en œuvre au Laos: quinze entreprises de l'alimentaire et de l'habillement ont adopté 230 types de mesures, qui n'exigent le plus souvent que des changements simples et peu coûteux.

Ce fut tout bénéfique pour l'environnement: le projet a réduit la pollution de 10 à 60% et les émissions de gaz à effet de serre de 6 à 80%. De plus, grâce aux mesures prises, les entreprises participant au projet ont diminué de 450 000 francs par an leurs frais de production tout en augmentant leur compétitivité.

MEILLEURE ÉDUCATION SCOLAIRE AU BHOUTAN Les écolières et écoliers bhoutanais reçoivent une bonne formation et ont plus de chances que leurs parents de trouver un emploi. Pendant vingt ans, la DDC et ses partenaires internationaux ont participé au développement du système éducatif de base. Selon une évaluation indépendante (2009), ces efforts permettront au Bhoutan d'atteindre aisément les objectifs du Millénaire 2 (éducation primaire pour tous) et 3 (égalité des sexes dans la formation) d'ici à 2015. Ces progrès, le pays les doit avant tout à la standardisation de l'infrastructure scolaire, à du matériel pédagogique moderne, de même qu'à la formation et au perfectionnement du corps enseignant.

dont les projets «vivres contre travail» ont augmenté les revenus dans onze villages. Un sondage mené dans cinq provinces a en outre accru la fiabilité des données disponibles sur la situation alimentaire. La Suisse soutient aussi la création d'un service de

Après le séisme de Sumatra, la Chaîne suisse de sauvetage a envoyé 115 spécialistes et 18 chiens sur place pour fournir une aide d'urgence.

vulgarisation agricole qui dessert environ 70% de tous les paysans. Par ailleurs, un centre de documentation en ligne, qui propose des informations sur le développement rural, rencontre un vif succès. Ministères et donateurs ne manquent pas de renvoyer à ce portail, car il fournit des informations agricoles adaptées aux usagers.

Gouvernance

Il n'y a pas de développement durable sans bonne gouvernance. Dans le cadre de leurs programmes, la DDC et le SECO œuvrent dès lors depuis deux décennies pour une bonne gestion des affaires publiques, le bon fonctionnement des institutions de l'État et la participation de la population aux décisions à tous les niveaux.

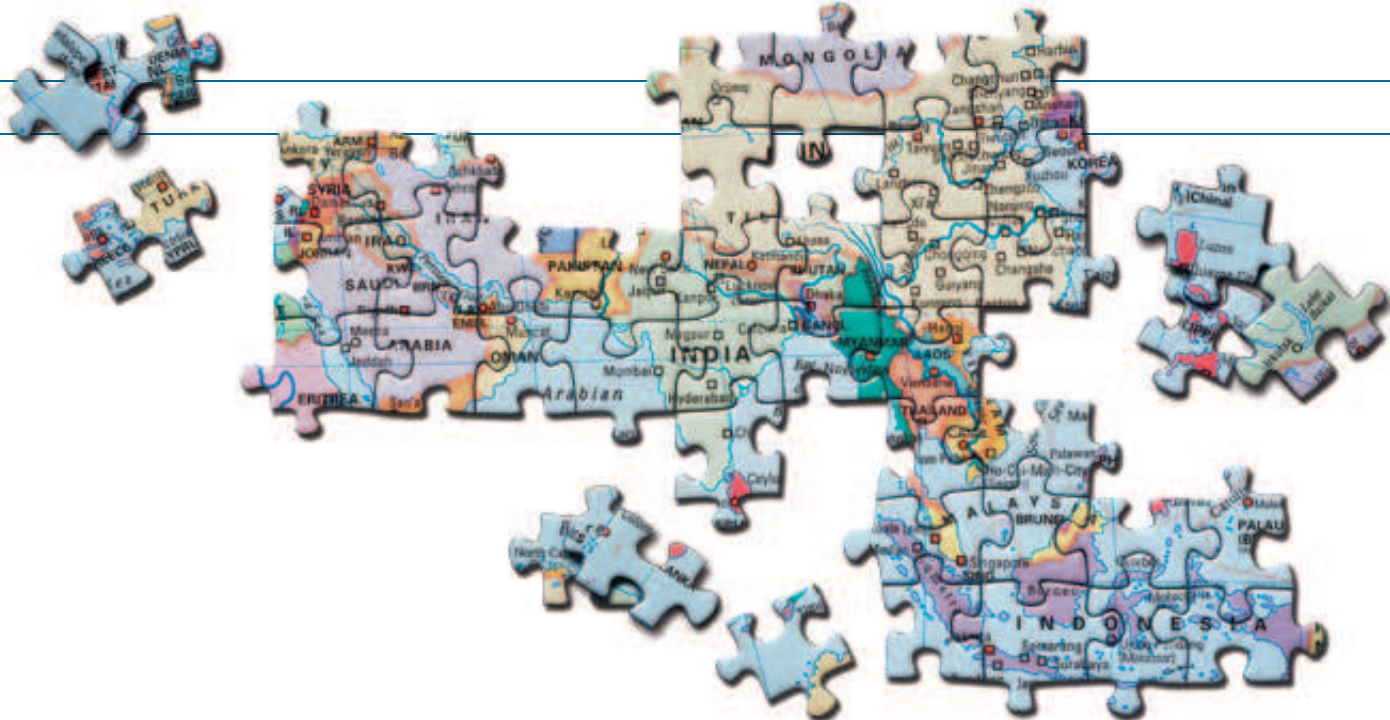
En Afghanistan, la DDC appuie depuis 2002 l'organisation Forum de la société civile, qui compte aujourd'hui plus de 400 membres et partenaires. Le forum diffuse des informations objectives sur l'actualité politique et les votations, organise des programmes de formation et encourage les citoyennes et les citoyens à s'exprimer sur les affaires publiques. Une récente évaluation externe confirme le succès du forum et le rôle crucial qu'il joue sur le plan national. En 2009, la Suisse a consacré 2 millions de francs à la tenue d'élections démocratiques (présidence et conseils provinciaux), un quart de cette somme ayant financé des actions du forum.

Au Bangladesh, la Suisse aide les autorités de 2500 communes rurales à utiliser les deniers publics avec la transparence requise. Des cours de formation

et de perfectionnement ont par exemple amélioré leurs compétences en matière de gestion. Les résultats ne se sont pas fait attendre: les sommes destinées aux pauvres sont passées de moins de

1% en 2006 à 15% des dépenses communales. Quelque 84 000 démunis ont ainsi bénéficié de l'aide sociale et de meilleures prestations.

Au Viêt Nam, la Suisse déploie ses activités au niveau de l'État central et des communes, afin de renforcer l'État de droit. Elle aide aussi le gouvernement à se doter d'une nouvelle législation sur la fonction publique pour moderniser l'administration. Elle soutient aussi la mise en place d'une



administration communale de proximité dans deux régions de montagne qui abritent des minorités ethniques. Enfin, en collaboration avec la Suède, elle facilite l'accès de quelque 100 000 personnes démunies à une assistance juridique.

Aide humanitaire

Le changement climatique rend la prévention des catastrophes naturelles sans cesse plus urgente. Or l'aide humanitaire de la Confédération est renommée pour sa capacité à mettre en place des structures à même de prévenir et d'atténuer les crises humanitaires dans des pays tiers.

En Chine, elle a enseigné la prévention et l'aide d'urgence à une équipe nationale et à vingt-six équipes de province. Achevé en 2009, ce projet répondait à une demande que la république populaire a adressée à la Suisse en 2002. L'équipe chinoise a obtenu le certificat de qualité de l'ONU et est récemment intervenue en Haïti.

La Chaîne suisse de sauvetage, alliance de huit organismes, a envoyé 115 spécialistes, 18 chiens, 16 tonnes de matériel et 8 tonnes de marchandises sur l'île de Sumatra (Indonésie) après le séisme, pour apporter une aide d'urgence aux sinistrés. Le Gouvernement indonésien a par ailleurs requis l'appui de la Suisse pour gérer la crise et prévoir des constructions parasismiques.

Durant la guerre de Gaza, l'aide humanitaire a envoyé une équipe d'engagement immédiat sur place. Elle a aussi acheminé des biens de première nécessité pour plus d'un million de francs vers la région, où elle les a distribués avec l'aide d'organisations locales. Elle a par ailleurs versé un total de 3 millions de francs à l'UNRWA, afin d'atténuer les effets de la crise. Après l'arrêt des combats, qui ont causé la mort de 1400 personnes et détruit 20 000 maisons, la DDC s'est engagée dans la reconstruction.

A plus long terme, elle a poursuivi dans la bande de Gaza et en Cisjordanie des projets destinés à améliorer la commercialisation de produits indigènes et à stimuler les marchés locaux. Elle a en outre dispensé des conseils ciblés à 600 femmes palestiniennes désireuses de fonder leur entreprise. La Suisse contribue par ailleurs au budget de l'UNRWA, afin de venir en aide aux réfugiés palestiniens, mais s'engage aussi aux côtés des réfugiés irakiens: programmes en Syrie et en Jordanie, versements au HCR et projet bilatéral pour la rénovation de bâtiments scolaires en Syrie.

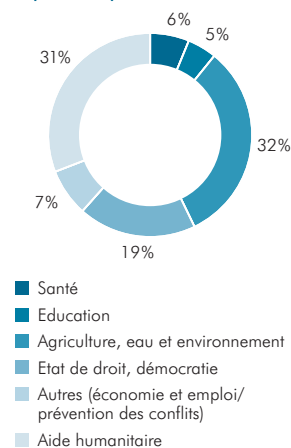
Coopération économique au développement

En collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), sise à Genève, le SECO a lancé deux programmes s'adressant aux entreprises: le premier vise à améliorer la collaboration entre exportateurs et acheteurs internationaux dans le secteur des textiles; le second se concentre sur les PME et les sous-traitants. Voici les pays concernés: Indonésie, Viêt Nam, Inde et Chine. Les deux programmes se fondent sur l'idée qu'une meilleure protection des salariés ne peut qu'optimiser les processus et améliorer l'organisation du travail. L'application rigoureuse de cette approche protège les travailleurs et renforce la compétitivité internationale des PME.

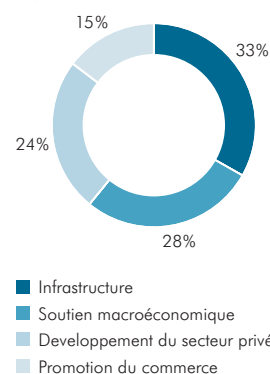
En Indonésie, le SECO a apporté son appui à une réforme visant à consolider les finances publiques. Afin de promouvoir les investissements dans ce pays, le SECO y mène aussi des projets destinés à faciliter l'enregistrement des PME et à améliorer la gestion des entreprises privées.

Au Viêt Nam, le SECO participe à une aide budgétaire coordonnée par la Banque mondiale et à une initiative multilatérale destinée à appuyer les réformes de l'administration publique des finances. Dans le domaine des infrastructures, il a lancé un projet de promotion des énergies renouvelables cofinancé par la Banque mondiale: il s'agit d'élaborer les bases légales, réglementaires et financières pour produire de l'électricité à partir d'énergies renouvelables.

Asie: DDC répartition par thèmes 2009



Asie: SECO répartition par thèmes 2009





Yusnovil Sosa Martínez (33), son épouse Antonia González Contino (41) et leur fils Yosdany Miranda González (10)
Sanguily, Pinar del Río, Cuba

Le réchauffement du climat a augmenté l'intensité des ouragans. Le petit village de Sanguily, dans la province de Pinar del Río, a été dévasté en 2008 par deux ouragans à huit jours d'intervalle. Yusnovil Sosa Martínez a ainsi vu sa maison détruite par les tempêtes et vit toujours, un an après ces catastrophes, dans un petit abri de fortune avec sa famille.

SELON LA BANQUE MONDIALE, près de 60 millions de Latino-Américains ont pu échapper à la pauvreté ces dix dernières années. Mais la crise économique pourrait bien y replonger un dixième d'entre eux. En effet, la baisse des sommes transférées par leurs proches travaillant aux Etats-Unis ou en Europe condamne à la misère les familles à revenu faible ou moyen d'Amérique centrale et du Sud.

AMÉRIQUE LATINE

La coopération au développement et l'aide humanitaire de la Confédération focalisent leurs activités sur les pays des Andes et d'Amérique centrale, qui ont notamment un grand retard à rattraper en termes de santé, d'infrastructures, de formation et de bonne gouvernance. En 2009, la DDC a cependant mis fin à une coopération de quarante ans avec l'Equateur. Son retrait fait suite à une révision géographique et thématique du portefeuille de la DDC. Par souci d'efficacité, elle prévoit en effet de concentrer ses ressources sur un nombre restreint de pays prioritaires. Quant au SECO, il axe sa coopération économique sur le Pérou et la Colombie.

Développement rural

Dans les pays andins, les longs efforts menés par la coopération suisse au développement pour promouvoir des variétés indigènes de pommes de terre portent leurs fruits: grâce à leurs ventes, les producteurs péruviens ont triplé leurs revenus depuis 2001 et la hausse de la demande de ces variétés a stimulé la production. De plus, nombre d'entreprises privées transforment les pommes de terre en chips et en snacks pour les marchés nationaux et internationaux.

En Amérique centrale, environ 900 ateliers artisanaux ont fabriqué en 2009 plus de 500 000 silos métalliques pour le stockage de maïs et de haricots. Garantissant un entreposage approprié des récoltes, ces silos facilitent la transformation des produits et ouvrent aux paysans la possibilité de les vendre hors saison à de meilleurs prix. Désormais célèbre, ce programme a créé nombre d'emplois et amélioré le revenu de quelque 2,5 millions de personnes: des moyens relativement simples améliorent de manière efficace la sécurité alimentaire. La DDC évalue aujourd'hui la possibilité de faire adopter ces silos métalliques en Afrique.

Les projets de développement rural misent sur la participation équitable des deux sexes. Dans la commune rurale de Licto, en Equateur, hommes et femmes bénéficient de droits égaux dans la gestion d'un système d'irrigation. Grâce à un canal d'amenée de 16 km environ, construit avec l'appui de la Suisse, les agriculteurs ont pu diversifier leur production et des microentreprises se chargent désormais de transformer et de vendre les produits. Les femmes

Grâce à l'appui de la Suisse, 37 communes du Nicaragua et du Honduras sont parvenues en 2009 à accroître leurs recettes fiscales de 12,5% en moyenne.

ont participé activement à l'ensemble du projet. Une analyse d'efficacité entreprise fin 2009 montre que 1300 familles sont parvenues à améliorer leur revenu annuel de plus de 2000 francs entre 1989 et 2006.

Microfinance

Depuis la fin des années 1990, la microfinance connaît un véritable boom dans les pays en développement. La DDC a favorisé l'accès au crédit et aux services en Amérique latine, surtout dans les zones rurales où l'offre était quasi inexistante. Un projet réalisé en plusieurs étapes jusqu'en 2009 a soutenu 127 institutions de microfinance qui comptent près de 2 millions de clients.

	Bolivie	Equateur	Amérique centrale
Nombre d'institutions de microfinance (IMF)	19	38	70
Nombre de clients des IMF soutenues	415 000	1 000 000	500 000
Accroissement annuel du revenu des clients finaux (en %)	35-125	20	35-100



LA BIODIVERSITÉ: UN POTENTIEL ÉNORME L'Amérique latine possède une riche biodiversité dont l'exploitation durable recèle un potentiel énorme pour le développement local. Et ce potentiel est loin d'avoir été épuisé. En Bolivie, la DDC aide les agriculteurs à en tirer systématiquement profit, par exemple dans la sylviculture, la culture de variétés andines de blé et la production de semences de qualité.

En 2009, des milliers de producteurs ont engrangé une bonne partie de leurs recettes grâce à ce projet. La promotion de l'agriculture biologique dans cinq communes du département de Chuquisaca a augmenté de 40% environ le revenu de 562 familles et, dans la région de Cochabamba, 121 familles de deux communes ont vu le revenu s'accroître de 35%. Des interventions ciblées de la DDC ont en outre conduit à l'adoption de lois efficaces sur la protection de l'environnement.

BONNE GESTION DES DÉCHETS À LA HAVANE S'appuyant sur l'expérience de villes suisses, le SECO s'attache à promouvoir une gestion moderne des déchets, qui réduit les risques sanitaires et protège l'environnement. A La Havane, il a ainsi épaulé l'administration de la ville pour organiser la collecte, la valorisation et l'élimination des ordures. Le tri des déchets (une campagne a réduit de 38% le volume des ordures de la commune de Playa) et la transformation des déchets biologiques apportent aussi des avantages financiers: chaque année, les centrales de biogaz traitent 4500 mètres cubes de déchets biologiques et produisent ainsi quelque 60 kilowattheures d'énergie. Et le projet fait école: des communes voisines ont décidé de leur propre chef de mettre en place des systèmes similaires.

ACHÈVEMENT DU PROGRAMME DE COOPÉRATION Fin 2009, après quarante ans de coopération bilatérale, la Suisse a mis un terme à son programme avec l'Équateur. Dans cet État des Andes, qui compte aujourd'hui parmi les pays à revenu moyen, la Suisse s'est surtout attachée à promouvoir le développement rural: dans les régions bénéficiant des activités de la DDC, les revenus des exploitations agricoles ont augmenté de 21 à 50% ces deux dernières décennies, la hausse atteignant même 100% ces dix dernières années dans le canton de Nabón (province d'Azuay).

Ces progrès, les habitants les doivent à l'amélioration de la formation, à de nouvelles infrastructures (tels des systèmes d'irrigation), à l'accès aux services financiers et à la commercialisation plus efficace des produits agricoles, qui ont ainsi freiné l'exode rural. Disposant de 15000 hectares supplémentaires de terres irriguées, 16000 familles paysannes ont pu accroître leur rendement agricole de 70% environ.

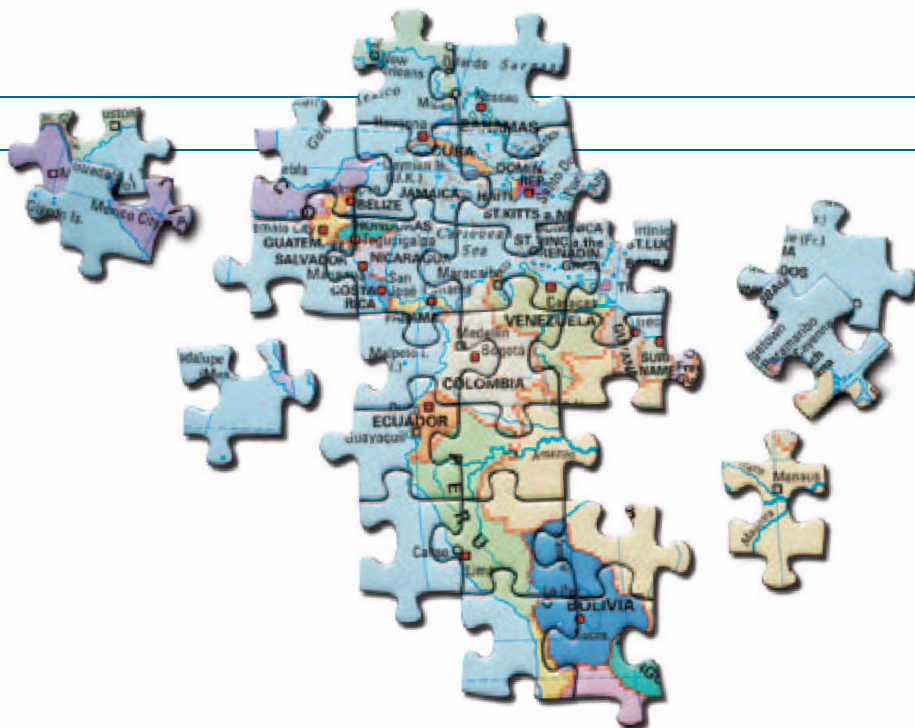
Sa connaissance du domaine et la constance de son soutien font de la coopération suisse une partenaire très appréciée par les institutions de microfinance. Une évaluation récente du centre mondial de compétence en la matière, le CGAP, a toutefois mis au jour des lacunes dans les contrôles d'efficacité des programmes suisses.

Rôle des administrations communales

En Amérique centrale, des projets ont consolidé le rôle des administrations communales, naguère faibles et subordonnées à l'autorité supérieure. Au Nicaragua et au Honduras, la DDC a ainsi renforcé les capacités institutionnelles de 37 communes, qui sont parvenues à élargir leur assiette fiscale et à accroître leurs revenus de 12,5% en moyenne en 2009. Ces communes ont élaboré leurs plans de développement en consultant la population locale, dressé en particulier des cadastres modernes recourant à la technologie du GPS et financé des routes d'accès de plus de 245 km. Selon les paysans, ces progrès ont réduit de 30% en moyenne les frais de transport dans la commercialisation des produits.

Aide humanitaire

En Colombie, l'aide humanitaire de la Confédération vient en aide aux victimes civiles du conflit interne. En collaboration avec des organes de l'ONU, le CICR et le Gouvernement colombien, elle multiplie surtout les activités de soutien dans les domaines de la santé et du logement. Jusqu'en juin 2009, 53 422 déplacés internes ont ainsi profité de services de soins subventionnés. En matière de prévention (réduction des risques de catastrophes, RRC), un système d'alerte précoce en cas d'inondation a été mis en place dans la province de Colima. Enfin, 2500 personnes ont suivi une formation en gestion du risque.



Coopération économique au développement

En réponse à la crise économique mondiale, le SECO a mis l'accent sur la promotion du secteur privé. Il participe ainsi à deux fonds mondiaux axés sur la durabilité: le Triodos Sustainable Trade Fund,

Sur l'initiative du SECO, un commerce suisse de détail propose désormais des pommes de terre «gourmet», dont les semences proviennent de Bolivie. Une partie des recettes est reversée aux petits producteurs des semences.

qui appuie financièrement l'exportation de produits issus de l'agriculture biologique, et le responsAbility Development Investments Fund, qui finance des PME innovantes, plus particulièrement dans les secteurs de la production biologique et des énergies renouvelables. Désireux de promouvoir les investissements, le SECO a lancé en Colombie un projet visant à optimiser l'inspection officielle des entreprises.

Un commerce suisse de détail propose désormais des pommes de terre «gourmet», dont les semences proviennent de Bolivie. Par l'entremise du SECO, le détaillant a signé une convention avec les autorités boliviennes, aux termes de laquelle une partie des recettes sont reversées aux petits paysans qui produisent les semences.

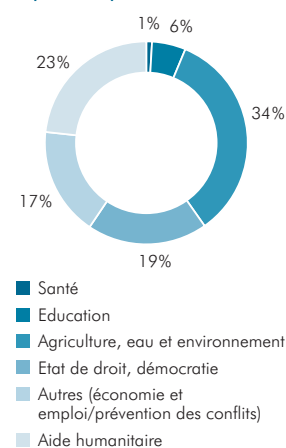
Au Pérou et en Colombie, le SECO encourage la mise en place de systèmes durables de recyclage des déchets électroniques. Après avoir appliqué son approche avec succès en Chine, en Inde et en Afrique du Sud, il entend transposer son expérience à l'Amérique latine. Il prévoit en particulier de publier un manuel sur le recyclage sûr des déchets électroniques et de mettre au point des modèles d'entreprises de recyclage et des filières modernes d'élimination.

Avec l'économie privée et d'autres donateurs, le SECO a aussi lancé un projet dans le domaine de l'eau au Pérou. Il aide le Gouvernement péruvien à opérer une répartition sectorielle des tâches (approvisionnement, réglementation et planification) et à consolider la gestion des services des eaux.

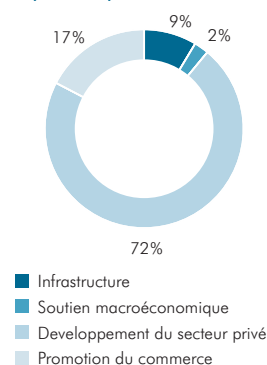
L'aide budgétaire au Nicaragua a été suspendue pour cause de mauvaise gestion des affaires publiques. C'est de l'explication avancée par le groupe international qui supervise cette aide et qui réunit divers donateurs

bilatéraux et multilatéraux aux côtés de la Suisse. Les principes démocratiques définis d'entente avec le groupe n'auraient pas été appliqués avec la rigueur voulue.

Amérique latine: DDC répartition par thèmes 2009



Amérique latine: SECO répartition par thèmes 2009





Avetik Oganisovitch Nazaryan (50),
son épouse Ludmila Nikolaevna Nazaryan (37)
et leur fille Liana Avetikovna Nazaryan (5)
Habitants d'une maison qui s'enfonce dans le sol
Yakutsk, Sibérie, Russie

La fonte du permafrost en Sibérie porte préjudice aux infrastructures. Les maisons jadis construites sur un terrain stable commencent ainsi à s'enfoncer dans le sol. Voilà vingt ans que celle d'Avetik et de Ludmila Nazaryan, construite voilà un demi-siècle, suit inexorablement la même voie. Les murs s'enfonçant dans le sol, la famille n'a d'autre choix que de grimper d'un étage pour rester au sec.

ALORS QUE LES PAYS DES BALKANS occidentaux en sont à demander leur adhésion à l'UE, la situation reste instable en Asie centrale et en Transcaucasie, où les réformes marquent le pas. De leur côté, les pays d'Europe centrale et les pays Baltes, naguère en plein boom, subissent de plein fouet les effets de la crise.

EUROPE DE L'EST/CEI

La coopération suisse avec les pays de l'Est suit deux axes opérationnels: renforcer la démocratie et l'économie de marché (aide à la transition) dans les Balkans occidentaux et l'ex-Union soviétique; réduire les disparités économiques et sociales dans les nouveaux Etats membres de l'UE, en particulier dans leurs régions structurellement défavorisées (contribution suisse à l'élargissement).

BALKANS OCCIDENTAUX / AIDE À LA TRANSITION

Renforcement des communes

Les programmes de la DDC se concentrent sur la réforme de l'administration, la décentralisation et le renforcement des communes. Avec son appui, 4000 agents de police, dont un sixième de femmes, ont été formés l'an dernier en Bosnie-Herzégovine, et tous sont aujourd'hui en activité. Au total, 24 communes ont bénéficié d'un appui pour se doter de plans de développement et, dans neuf d'entre elles, la Suisse a cofinancé 28 projets d'adduction d'eau et d'assainissement, qui bénéficient chacun à 4000 familles. En Macédoine, la DDC a soutenu en 2009 l'élaboration d'une loi sur la collaboration intercommunale, qui a ensuite été adoptée par le parlement. Sur l'initiative de la Suisse, un quart des communes conçoivent et mettent en œuvre des projets d'intérêt public dans le cadre de forums participatifs. Un programme de développement communal mené dans le sud-ouest de la Serbie, appuyé par l'UE et la DDC, sert désormais de référence au gouvernement central.

Réforme de la formation professionnelle

Au Kosovo, la Suisse a contribué à moderniser le système de formation professionnelle: environ 4400

apprentis en ont profité en 2009. La promotion de l'horticulture et de la culture maraîchère a amélioré l'approvisionnement des marchés en produits locaux et créé de nouveaux revenus: en 2009, le secteur a employé quelque 3000 travailleurs saisonniers et les familles paysannes ont augmenté leur revenu annuel de 2600 euros environ. En Albanie, la DDC a poursuivi les préparatifs visant à créer un centre régional de formation, qui devrait renforcer le système décentralisé de formation professionnelle. Les apprentisages professionnels seront redéfinis.

Coopération économique

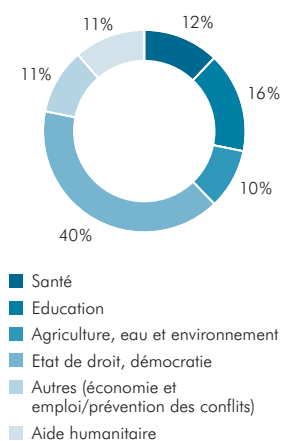
Le SECO s'attache surtout à financer les infrastructures, et ses programmes ayant trait à l'énergie et à l'eau ont enregistré des progrès remarquables. En Albanie, il finance désormais un système de surveillance de la plus importante cascade de barrages, qui assure la quasi-totalité de l'approvisionnement en électricité du pays. La technologie et le savoir-faire

La Suisse appuie depuis 2001 la réforme de la gestion de l'eau en Asie centrale, qui a atténué les conflits d'utilisation et accru de 30% la productivité de l'eau. Cette réforme a bénéficié à 680 000 personnes.

suisse devraient aider l'Albanie à mettre en place ce système qui réduira le risque de rupture d'un barrage. Au Kosovo, le SECO a apporté son appui au groupe de travail national Eau (Water Task force), institué pour élaborer et mettre en œuvre une réforme globale du secteur de l'eau. La Suisse fournit désormais aussi une aide budgétaire à ce pays, qui s'accompagne d'un dialogue politique axé sur la lutte contre la corruption et l'amélioration de la



Europe de l'Est/CEI: DDC
répartition par thèmes 2009



gestion gouvernementale. Un programme en cours en Bosnie-Herzégovine et en Serbie, destiné à réduire les entraves administratives à la création d'entreprise, a été étendu à d'autres pays d'Europe du Sud-Est et devrait stimuler les investissements. Le SECO a par ailleurs apporté une contribution considérable à une initiative de la Banque mondiale visant à développer le marché des assurances bâtiments en cas de catastrophes naturelles. La société de réassurance chargée du projet est sise en Suisse. Le renforcement d'une politique commerciale libérale s'est poursuivi en Serbie. Se préparant à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce pays s'efforce aussi d'améliorer la protection de la propriété intellectuelle et d'instaurer un système moderne d'appellations d'origine.

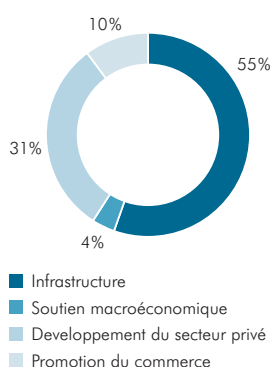
personnes habitant dans un périmètre élargi autour de Tchernobyl et abaissé sensiblement la mortalité infantile.

Gestion de l'eau

Surexploitation, infrastructure obsolète et changement climatique font de l'eau une ressource toujours plus rare en Asie centrale. Depuis 2001, la Suisse y soutient la réforme de la gestion de l'eau, qui a atténué les conflits d'utilisation et accru de 30% la productivité de l'eau. Cette réforme a profité à 680 000 personnes. Fin 2009, pas moins de 82 associations d'usagers le long de trois canaux pilotes de la plaine de Fergana desservaient en eau 1 700 km² de terres en respectant des normes internationales. Dans les districts ruraux de Moldavie, la Suisse a également mis en place ces dernières années des systèmes décentralisés d'adduction d'eau et d'assainissement, qu'une collaboration avec le gouvernement et d'autres donateurs devrait à présent étendre à l'ensemble du pays.

COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS/ AIDE À LA TRANSITION

Europe de l'Est/CEI: SECO
répartition par thèmes 2009

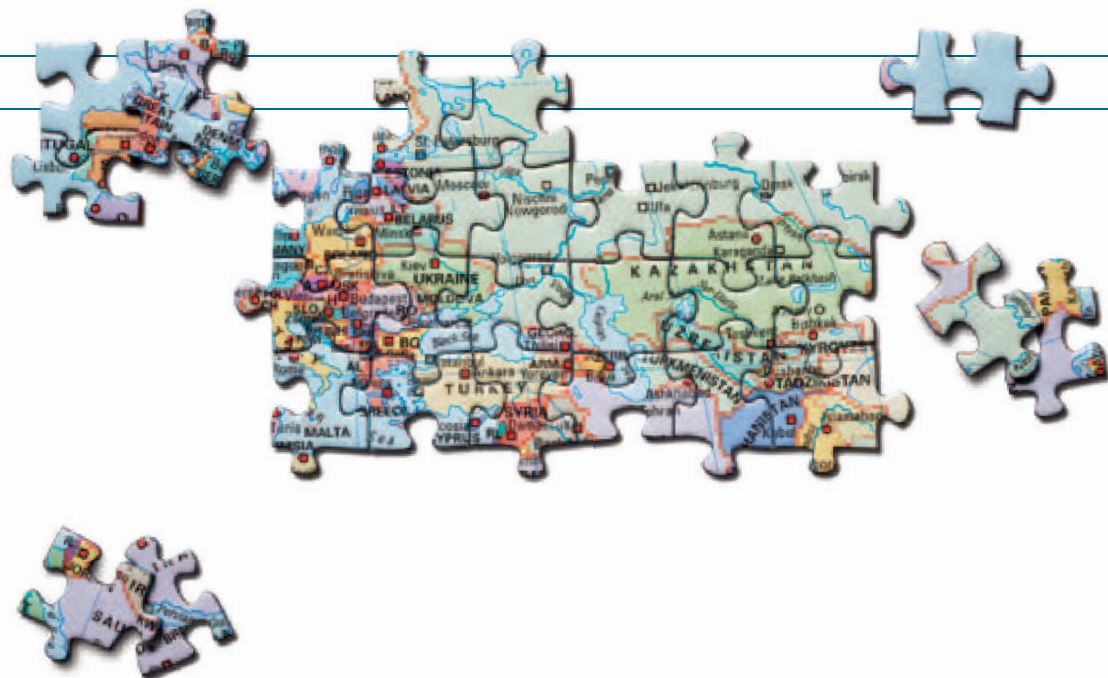


Santé

Au Kirghizistan, la Suisse a pris part à un programme de réformes englobant tout le secteur de la santé et plus de 1000 communautés villageoises de la santé, dont 220 ont vu le jour en 2009. Dans 44% des villages, des comités locaux de la santé fournissent à présent des prestations à la population. Au Tadjikistan, la DDC a assuré le perfectionnement de 1578 médecins et de 1721 infirmières familiales. Un modèle de médecin de famille a été testé dans une province rurale et un modèle d'assurance-maladie dans six districts pilotes. Fin 2009, le gouvernement tadjik a adopté une politique de la santé fondée sur le médecin de famille. En Ukraine, la DDC s'attache depuis 1997 à promouvoir la santé de la mère et de l'enfant: aujourd'hui, 4 millions de femmes de 23 provinces bénéficient ainsi d'un ensemble complet de soins avant et après l'accouchement. Au Bélarus, les activités humanitaires de la DDC prendront fin en 2010. Divers projets menés à l'échelle communale ont amélioré les conditions de vie des

Coopération économique

En 2009, le SECO a lancé un nouveau projet pour améliorer l'approvisionnement en eau et renforcer le service des eaux de Bichkek, la capitale du Kirghizistan. La collaboration avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement produit ici un effet de levier, puisqu'elle permet de combiner aide financière et crédit d'une banque commerciale. Un projet similaire est en préparation dans le nord du Tadjikistan. En Azerbaïdjan et au Tadjikistan, des activités ont été mises sur les rails pour renforcer le contrôle national des finances. En Ouzbékistan et au Kirghizistan, deux projets luttent contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. D'entente avec la Société financière internationale (IFI), le SECO aide l'Ukraine à surmonter la crise économique. La gestion des crédits «douteux», l'amélioration de la gestion des risques et la réduction des coûts sont au cœur d'un programme destiné aux intermédiaires financiers et aux PME.



EUROPE CENTRALE ET PAYS BALTES/ CONTRIBUTION SUISSE À L'ÉLARGISSEMENT

La contribution suisse à l'élargissement vise à atténuer les disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie. A cette fin, elle s'adresse plus spécialement aux régions structurellement défavorisées d'Europe centrale et des pays Baltes. Fin 2009, la Suisse avait approuvé plus de cent projets pour un montant total de 505 millions, soit 50.5% du budget opérationnel. Des organismes suisses participent à la mise en œuvre de plus d'un tiers des projets.

La palette des projets approuvés est large. Elle comprend notamment la promotion d'énergies renouvelables en Slovaquie, la création d'un fonds national pour les PME en Pologne, l'amélioration

PLUS D'EMPLOIS En Pologne, le projet Fonds national de promotion de l'économie privée, doté de 53 millions de francs, aide les petites et moyennes entreprises à accéder plus aisément à des financements à long terme. Il contribue ainsi à créer plus de 1500 emplois, principalement dans les régions structurellement défavorisées.

Mettant du capital-risque à disposition (c'est-à-dire en participant aux fonds propres des entreprises) et en fournissant des conseils, ce fonds favorise la croissance des PME et modernise leur gestion, de sorte qu'elles pourront entrer en Bourse à moyen terme ou attirer des investisseurs stratégiques.

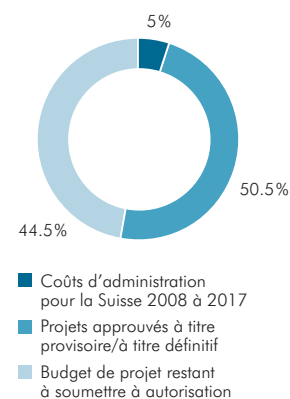
PLUS D'INNOVATION Le programme d'échanges scientifique sciex-NMS^{ch} (www.sciex.ch) conclu entre la Suisse et huit pays partenaires renforce les réseaux scientifiques et stimule l'innovation. Financé à hauteur de 30 millions de francs par la Suisse, ce programme s'adresse aux meilleurs éléments de la relève scientifique dans les nouveaux Etats membres de l'UE. En 2009, les premiers concours d'évaluation ont été lancés en Pologne, en Estonie et en République tchèque.

Plus d'un tiers des projets de la contribution à l'élargissement sont mis en œuvre avec des organismes et des entreprises suisses.

des transports scolaires en Lettonie et la réorganisation de homes d'enfants en Estonie. La Suisse a accordé une place particulière aux partenariats institutionnels: outre les partenariats entre communes, elle soutient l'octroi de bourses d'études et des programmes de recherche, qui favorisent les échanges dans le secteur de la formation.

En décembre 2009, le Parlement a décidé d'étendre la contribution à l'élargissement à la Bulgarie et à la Roumanie, et approuvé un crédit cadre de 257 millions de francs à cet effet.

Absorption financière de la contribution à l'élargissement, état en 2009





Taibo Tabokai (15)
Adolescent d'un village en voie d'engloutissement
Tebunginako, atoll d'Abaiang, Kiribati

Montée du niveau de l'eau dans le Pacifique Sud, grossissement des marées et aggravation des tempêtes accentuent l'érosion des côtes. D'où l'engloutissement progressif du village de Tebunginako par la mer. Plus de 100 mètres de terrain ont ainsi disparu au cours des deux dernières décennies. Les ruines de la digue construite voilà dix ans pour protéger le village jonchent le fond de l'eau.

LA CRISE MONDIALE a conféré plus d'importance aux organisations internationales. La Suisse a participé activement au pilotage et au contrôle de ces organisations et plaidé en faveur d'une mondialisation propice au développement.

COOPÉRATION MULTILATÉRALE

Une grande partie de l'aide publique mondiale est investie par le biais des banques internationales de développement ou des institutions de l'ONU. Vu leur taille et leurs compétences, les agences multilatérales de développement ont une perception globale des

Les institutions de l'ONU sont souvent les partenaires les plus fiables dans les pays fragiles et secoués par une crise. L'aide humanitaire entretient dès lors depuis des années des contacts étroits avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds de l'ONU pour l'enfance (Unicef) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Garant du droit international humanitaire dans les régions en guerre et en conflit et bénéficiant d'une aide substantielle

La Suisse prend une part active à la réforme interne de la Banque mondiale. Elle défend l'idée d'accorder plus de poids au vote des pays les plus pauvres au sein du conseil des administrateurs et œuvre pour conserver le siège du directeur exécutif suisse.

problèmes mondiaux et sont à même d'aider les gouvernements partenaires à appliquer des politiques appropriées ou à mener à bien de vastes projets ayant trait, par exemple, aux finances, à la santé et à la formation.

L'efficacité pour objectif

Au sein des organisations multilatérales, la Suisse a plaidé pour que l'on axe davantage les activités sur l'efficacité. En 2009, la DDC et le SECO ont ainsi mis au point une méthode permettant d'évaluer de manière plus systématique les effets de l'aide multilatérale et, en particulier, de la contribution suisse aux organes dirigeants de ces institutions. Adoptée en 2010, cette méthode complète les instruments appliqués dans le cadre de l'aide bilatérale.

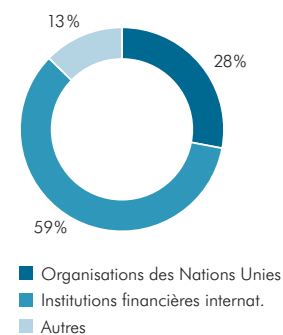
de la DDC, le CICR joue aussi un rôle important.

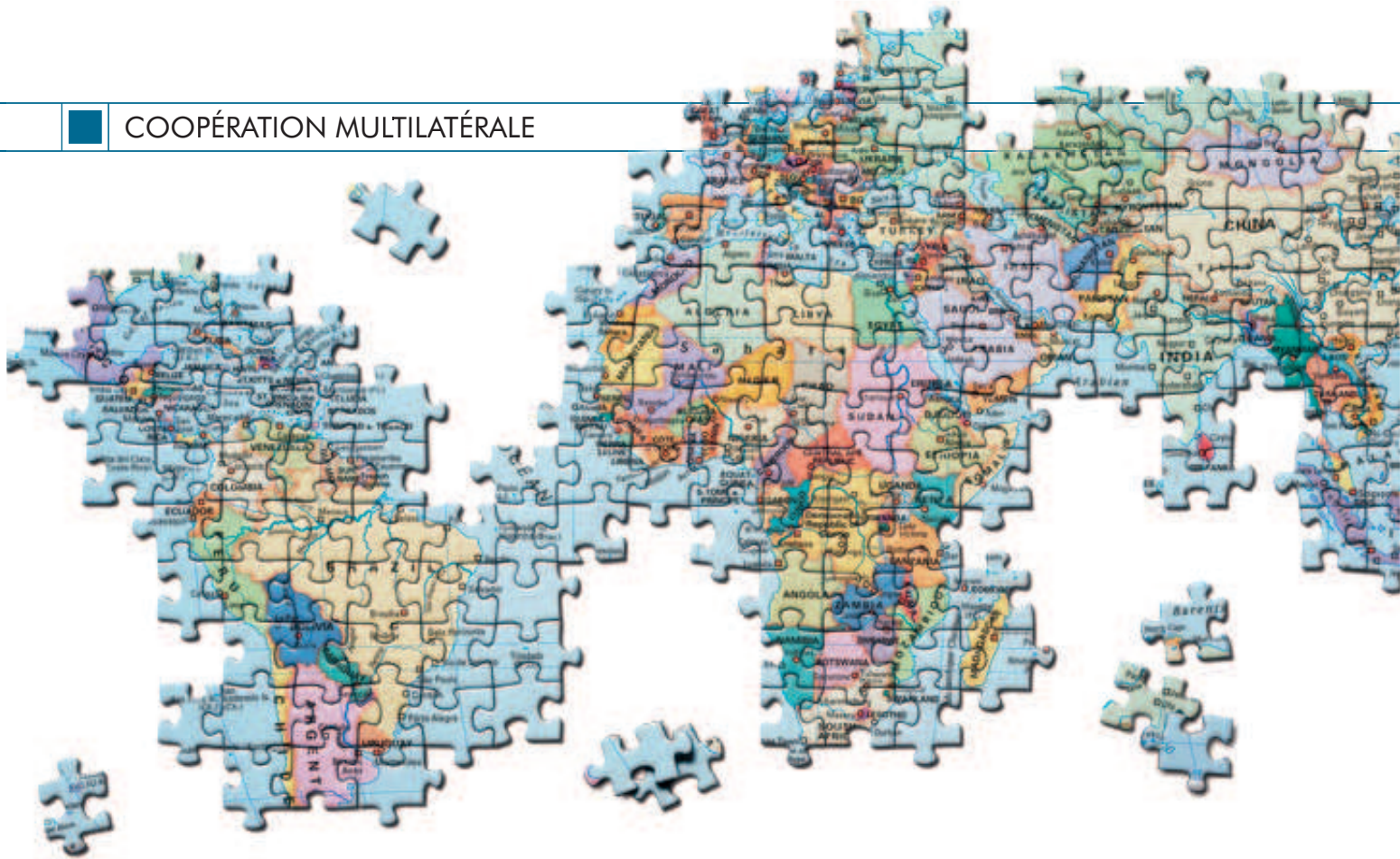
La Banque mondiale a poursuivi sa réforme interne, qui prévoit entre autres d'assurer une meilleure représentation aux pays émergents, en transition et en développement, dont le rôle économique et politique gagne sans cesse en importance. Prenant une part active aux négociations, la Suisse a plaidé pour que l'on accorde plus de poids au vote des pays les plus pauvres au sein du conseil d'administration et veillé à conserver le siège du directeur exécutif suisse.

Rôle clé des banques de développement

Pendant la crise financière, les banques multilatérales de développement ont largement contribué à stabiliser l'économie: mettant de gros crédits de soutien à disposition des pays émergents et en développement,

APD multilatérale de la Suisse 2009





elles ont permis d'atténuer l'impact économique et social de la crise. Ayant mobilisé des ressources énormes à cet effet (voir encadré), toutes ces banques prévoient d'augmenter leur capital, afin de couvrir les besoins accrus. La Suisse entend participer à ces augmentations dans la mesure où elles se justifient. Un message allant dans ce sens sera soumis au Parlement en 2010.

Outre ces mesures extraordinaires, des négociations sont en cours au sein de l'Agence internationale de développement (AID) de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, afin de prévoir une reconstitution régulière de leurs ressources. La Suisse prend part à ces négociations. Elle préserve ainsi son influence au sein des organes dirigeants de ces institutions, tout en veillant aussi bien à faire valoir les objectifs prioritaires de sa politique étrangère qu'à respecter la consigne parlementaire, selon laquelle l'aide multilatérale ne doit pas dépasser 40% du crédit cadre.

PIILIER DE SOUTIEN La crise financière a souligné l'importance des institutions financières internationales pour la stabilité économique. Le groupe de la Banque mondiale, le FMI et les banques régionales de développement ont en effet joué le rôle de pilier de soutien pour nombre de pays émergents et en développement.

Ce ne fut réalisable qu'avec de grosses sommes: le volume des crédits a plus que doublé par rapport à la normale, et les aides financières et crédits à conditions privilégiées accordés aux pays pauvres ont été épuisés. Ces prochaines années, les banques de développement resteront très engagées sur le plan financier, et la Banque mondiale prévoit de tripler son volume de crédits pour le porter à 100 milliards de dollars d'ici à 2011.

LES MANGUES MALIENNES À LA CONQUÊTE DES MARCHÉS

Avec l'appui financier de la Banque mondiale (AID), le gouvernement du Mali a lancé en 2005 un projet destiné à promouvoir la compétitivité et la diversification de l'agriculture. Ce projet a fait s'envoler les exportations de mangues fraîches, qui ont atteint en 2008 le record de 11 995 tonnes.

Selon les estimations, les recettes générées se sont montées à 27 millions de francs. Le Mali souhaite ainsi accroître ses parts sur le marché international et améliorer le revenu des petits paysans, des commerçants et des prestataires de services.

L'AIDE DANS LES PAYS FRAGILES La moitié des pauvres de ce monde vivent dans des pays fragiles. Reste à savoir comment accroître l'efficacité de l'aide internationale dans les régions minées par des conflits. C'est sur ce sujet que s'est penchée la conférence dite «3C», organisée en mars 2009 par la DDC, qui a réuni plus de quarante pays et grandes organisations internationales.

Adoptant le mot d'ordre «Cohérence, coordination, complémentarité», les donateurs se sont engagés à appliquer les mêmes principes d'action et à mieux se répartir les tâches en matière de sécurité, de coopération au développement, d'aide humanitaire, de justice et de police.



LES CRISES MONDIALES ne peuvent être résolues que par la coopération multilatérale et une prise en compte équitable des intérêts des pays industrialisés, émergents et en développement. Par ses propositions novatrices, la Suisse s'investit dans la recherche de solutions d'avenir.

THÈMES GLOBAUX

Les ressources de notre planète ne sont pas infinies. Si la majorité de la population mondiale, en hausse constante, adopte le style de vie occidental, l'équilibre naturel de la Terre pourrait être perturbé, voire irrémédiablement rompu. Air, eau, forêts, ressources marines et sols intacts sont des biens publics que nous devons préserver, car ils sont la base de toute forme de vie. Il incombe toutefois à la communauté internationale d'entreprendre des efforts communs et coordonnés dans ce sens.

Depuis fin 2008, la DDC s'intéresse de près à quatre problèmes d'envergure mondiale: changement climatique, sécurité alimentaire, migration et eau. Les programmes globaux qu'elle leur consacre sont menés indépendamment des priorités géographiques de la DDC. Ils interviennent là où leurs activités produisent le maximum d'effets avec un minimum de moyens. Le SECO met quant à lui l'accent sur deux thèmes transversaux – le changement climatique et la gouvernance économique – et soutient par ailleurs des activités ayant trait à l'eau et la migration.

Changement climatique

Les effets du changement climatique se font surtout sentir dans les pays en développement. Dans ce domaine, la DDC et le SECO se répartissent les tâches tant au niveau bilatéral que multilatéral.

Dans ses pays partenaires, la DDC mise sur des projets liés au climat (agriculture et sylviculture durables, production locale d'énergie, nouveaux procédés dans la fabrication de briques et de verre, etc.). L'effort vise avant tout à encourager les technologies peu gourmandes en énergie, à promouvoir les échanges de savoir-faire entre pays du Sud et à soutenir les mesures d'adaptation dans l'agriculture

et la sylviculture. La DDC intensifie actuellement sa coopération avec la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Pérou, tous des pays émergents dont les émissions de CO₂ augmentent rapidement.

La coopération suisse au développement s'engage aussi dans l'élaboration de normes techniques et standards internationaux. Au niveau multilatéral, elle a participé au fonds d'adaptation de Kyoto ainsi qu'aux préparatifs de la Conférence

Grâce aux activités menées par la Suisse ces cinq dernières années, 370 000 personnes ont désormais accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires de base et 30 000 à un système d'irrigation.

de Copenhague sur le climat. La Suisse a par ailleurs proposé une taxe mondiale sur le CO₂ pour financer les mesures d'adaptation au-delà de 2012.

L'an dernier, le SECO s'est concentré sur l'efficacité énergétique dans les mégapoles. Absorbant un quart de l'énergie mondiale et étant responsables d'un quart des émissions de gaz à effet de serre, les grandes cités recèlent en effet un potentiel énorme pour économiser l'énergie et freiner le réchauffement climatique. Le programme Carbon Finance Capacity Building (CFCB) de la Banque mondiale, soutenu par le SECO, conseille les autorités et les aide à mettre en œuvre des mesures destinées à protéger le climat, diffuse des technologies et des connaissances et facilite l'accès au négoce mondial des certificats d'émissions. Ce dernier joue d'ailleurs un



rôle clé dans le financement des mesures en faveur du climat. La Suisse aide ses pays partenaires à appliquer les mécanismes souples du protocole de Kyoto, dont le Mécanisme pour un développement propre (MDP): par le biais du fonds Carbon Finance Assist de la Banque mondiale, le SECO contribue à instaurer et à renforcer des autorités nationales et à appliquer des stratégies nationales, ainsi qu'à promouvoir la transparence du nouveau marché des certificats d'émissions. En 2009, le SECO a continué à soutenir les efforts s'opposant à la destruction de la forêt tropicale (Forest Carbon Partnership Facility).

Sécurité alimentaire

En 2009, le nombre de personnes souffrant de la faim a passé le cap du milliard. Les spécialistes jugent qu'il faut revoir la politique agricole des pays

débouché sur la mise au point des pois chiches résistant à la sécheresse. La DDC a aussi préconisé l'adoption de directives internationales pour restreindre la spéculation foncière attisée par des investisseurs privés et étatiques dans les pays en développement. En collaboration avec des partenaires suisses et internationaux, elle a en outre jeté les bases d'une plateforme internationale destinée à consolider les services de vulgarisation agricole dans les pays en développement.

Migration

Les disparités salariales mondiales, l'intégration des marchés du travail et la forte croissance démographique des pays pauvres multiplient les mouvements migratoires, tant entre pays en développement qu'entre pays en développement et pays industrialisés. Si les migrations provoquent des tensions, elles offrent aussi des perspectives en politique de développement. Celle-ci peut exploiter utilement le potentiel des migrations pour favoriser le développement des pays d'origine, tout en atténuant les effets néfastes des flux migratoires. C'est à cette tâche que s'attelle le programme global Migration, institué en 2009 au sein de la DDC.

Une collaboration plus étroite entre pays d'origine, de transit et d'accueil devrait notamment créer des sources de revenus sur place, accroître la protection des migrantes et des migrants dans les pays de transit et faciliter la réintégration des personnes de retour au pays. Afin d'améliorer la cohérence de sa politique migratoire, le Conseil fédéral a nommé un ambassadeur extraordinaire qui travaille main dans la main avec tous les services fédéraux concernés.

En 2009, le SECO a publié une brochure d'information qui informe les migrantes et les migrants sur les divers moyens et coûts des transferts d'argent à partir de la Suisse. Cette brochure souhaite faire aboutir ces transferts dans le circuit financier, afin qu'ils stimulent davantage le développement. A l'échelle mondiale, les sommes que les

La Suisse aide ses partenaires à appliquer les mécanismes souples du protocole de Kyoto, tel le Mécanisme pour un développement propre, et apporte une large contribution à la préservation du climat.

pauvres et des donateurs internationaux. Ayant longtemps encouragé les produits d'exportation, ces derniers ont omis de développer les marchés nationaux et d'améliorer les modes de production dans la petite paysannerie.

La coopération de la Confédération mène depuis des années des activités dans l'agriculture. En 2009, elle a investi quelque 91 millions de francs dans 112 projets destinés à stimuler le développement rural et à améliorer la sécurité alimentaire. A ces activités, en majorité bilatérales, elle vient d'ajouter un nouvel engagement, plus général: le programme global Sécurité alimentaire. A travers lui, la DDC appuie la recherche agricole: la coopération indo-suisse dans le secteur des biotechnologies a par exemple

Chai Erquan (65)
Paysan et berger
Hongsheng, Gansu, Chine

Le comté de Minqin, dans la province de Gansu, est gravement menacé de désertification. Les tempêtes de sable se multiplient chaque année, causant la perte de multiples terrains agricoles rongés par le désert.



migrantes et les migrants envoient dans leur pays d'origine équivalent en effet à plus du double de l'aide publique au développement.

Eau

Un accès aisé à l'eau présente nombre d'avantages économiques et sociaux: il permet d'enrayer les maladies, d'augmenter les revenus, d'accroître la production agricole, d'améliorer l'assainissement et de mieux protéger l'environnement. Ces cinq dernières années, la coopération suisse au développement a investi en moyenne 68 millions de francs par an dans des programmes destinés à revoir la gestion de l'eau. Grâce à cet engagement, 370 000 personnes ont désormais accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires de base et 30 000 à un système d'irrigation.

En Asie centrale, au Pérou et en Moldavie, des modèles et des méthodes efficaces ont ainsi été mis au point, que des gouvernements et des institutions internationales appliquent aujourd'hui à une échelle plus vaste. En 2009, la DDC a notamment lancé une collaboration avec des entreprises suisses présentes en Colombie, afin de réduire leur consommation d'eau de procédé et de soutenir des projets dans les communes environnantes. Au Nicaragua, au Honduras, au Ghana, au Burkina Faso et au Kirghizistan, le Suisse a soutenu la généralisation de systèmes d'irrigation simples et accessibles même pour les familles pauvres.

Gouvernance économique

La gouvernance économique a gagné en importance avec la mondialisation. Dans ce champ d'intervention, les activités du SECO poursuivent deux grands objectifs: instaurer une bonne gestion des finances publiques au niveau de la politique économique; promouvoir la responsabilité sociale et une bonne gestion des entreprises dans le secteur privé.

En 2009, le SECO a approuvé une quarantaine de nouveaux projets allant dans ce sens, pour un total de quelque 160 millions de francs. Les moyens engagés servent d'une part à soutenir des projets bilatéraux au Viêt Nam, en Indonésie, en Egypte, en Colombie et en Azerbaïdjan. D'autre part, le SECO participe à des programmes mondiaux financés par plusieurs organismes, tel le programme PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability), qui appuie les réformes des finances publiques au niveau national.



Christian Kaufmann (48)
Berger
Grindelwald, Suisse

La hutte dans laquelle Christian Kaufmann a grandi se situait à proximité immédiate de l'imposant bas-glacier de Grindelwald. Elle a disparu voilà trois ans en raison de la fonte du permafrost: cette dernière a en effet privé la moraine sur laquelle s'élevait la hutte du support qu'offrait jadis le glacier.

LES PARTENARIATS AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE, l'économie privée et les autorités cantonales ont de tout temps occupé une grande place dans la coopération suisse au développement.

Pour s'acquitter du mandat que leur a confié le Parlement, la DDC et le SECO font appel au savoir-faire d'organisations non gouvernementales (ONG) suisses, de centres universitaires, d'instituts publics, des cantons et de l'économie privée. Si le Comité d'aide au développement de l'OCDE juge excellent ce mode de collaboration, il a néanmoins recommandé à la Suisse de préciser son orientation stratégique et d'exploiter mieux encore les complémentarités et les synergies potentielles.

La Commission de gestion du Conseil des Etats (CdG-E) s'est penchée sur la collaboration de la DDC avec les ONG et en a donné une appréciation globalement positive. Elle a cependant requis plus de rigueur dans l'application du principe de l'adjudication concurrentielle des mandats et plus de clarté dans l'octroi des contributions de programme. Dans sa réponse à la CdG-E, le Conseil fédéral a réaffirmé le

rôle du principe de concurrence dans l'adjudication des mandats et prévu de réexaminer le cadre stratégique et les critères d'octroi de contributions de programme aux ONG.

La DDC a conçu de nouveaux projets avec le secteur privé dans le cadre de ses programmes mondiaux et régionaux. Un partenariat novateur conclu avec cinq entreprises suisses présentes en Colombie vise à réduire leur consommation d'eau de procédé, un effort qui bénéficiera non seulement à ces entreprises, mais également à la population locale.

La DDC s'est par ailleurs attachée à promouvoir la formation pour un développement durable dans les écoles suisses. Son principal partenaire est ici la fondation Education et Développement, qui élabore et propose du matériel pédagogique pour une éducation dans une perspective globale.

PLACÉE SOUS LE SIGNE DE LA DÉCENTRALISATION, la seconde phase de réorganisation de la DDC confèrera un plus grand pouvoir décisionnel et plus de responsabilités aux bureaux de coopération et de programme.

En approuvant les crédits cadres pour la DDC et le SECO, le Parlement a également adopté en 2008 une stratégie globale en matière de politique de développement. L'application de ces nouvelles lignes directrices, adaptées à l'évolution du contexte mondial, a notamment exigé de réorganiser la DDC, afin de mieux intégrer la coopération au développement dans la politique étrangère, d'accroître sa présence sur place et d'améliorer son efficacité.

Depuis le 1^{er} octobre 2008, la centrale de la DDC fonctionne avec une nouvelle structure. Les activités multilatérales et bilatérales sont mieux coordonnées, les compétences spécifiques davantage intégrées dans les domaines opérationnels et la gestion des connaissances optimisée grâce à des réseaux thématiques. La division Médias et Communication de même qu'Audit interne ont rejoint le Secrétariat général du DFAE. Ce transfert permet au département d'uniformiser sa politique de communication et assure une meilleure indépendance

de l'Audit interne à l'égard de la DDC. Pour des raisons d'efficacité, d'autres services (informatique, finances, traductions et sécurité) ont été regroupés au sein du DFAE.

La seconde phase de la réorganisation redéfinit les rôles des services extérieurs et leurs rapports avec la centrale à Berne. Les bureaux de coopération et de programme jouiront d'un plus grand pouvoir décisionnel, mais assumeront aussi plus de responsabilités. Les changements prévus interviendront progressivement dès août 2010, la mise en place de tous les nouveaux instruments et processus devant s'achever fin 2011. Le SECO s'est concentré sur la mise en œuvre du nouveau crédit cadre. Après que le Conseil fédéral a approuvé, en juin 2008, les stratégies de coopération économique avec les sept pays émergents que sont l'Égypte, le Ghana, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Viêt Nam, la Colombie et le Pérou, le SECO s'est attaché à déployer ses activités et ses services extérieurs dans ces pays.

Impressum

ÉDITEURS

Direction du développement et de la coopération (DDC)
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
3003 Berne
Téléphone +41 31 324 44 12
www.ddc.admin.ch
info@deza.admin.ch

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
Département fédéral de l'économie (DFE)
3003 Berne
Téléphone +41 31 324 09 10
www.seco-cooperation.admin.ch
info@seco-cooperation.ch

RÉDACTION/COORDINATION/STATISTIQUES
Etat-major de direction DDC
Communication SECO

GRAPHISME/CONCEPTION
Caderas Werbung, Zurich
www.caderas.ch

PHOTOS

«The Human Face of Climate Change»
Mathias Braschler, Monika Fischer

Puzzles
Fotostudio Markus Weber, Doris Signer

Photos de projets
Page 10 Sutikno Gindroz
Page 12 Stefan Suesess
Sutikno Gindroz
Thomas Frei
Page 16 Markus Wild
Page 20 Dolores Ochoa
Page 24 Yves Leresche
JC Bott
Page 30 Marc Kollmuss
Dolores Ochoa

Le dépliant statistique du rapport annuel est disponible
en français, allemand et anglais.
D'autres exemplaires peuvent être commandés à
info@deza.admin.ch, ou
téléphone +41 31 322 44 12